

# Nourrir l'Avenir

## Centres multiservices

Le réseau des centres multiservices (OSC) de l'Ouganda s'inscrit dans une démarche communautaire dont le but est de donner aux populations rurales l'accès aux services agricoles par l'intermédiaire d'associations d'agriculteurs autonomes.



Assemblée générale de la RAPTA à l'OSC d'Iganga



Cette démarche aide les organisations d'agriculteurs et les communautés agricoles à regrouper leurs demandes de services pour en réduire les frais. Comme l'explique Abu Michael Foster, directeur de SG 2000 pour l'Ouganda, «Le réseau des OSC vise à réduire l'écart entre les pauvres des zones rurales et les riches en mettant les services à la portée de tous les membres de la communauté. Il repose sur des initiatives communautaires visant à renforcer la prestation institutionnelle de services comme la fourniture d'intrants agricoles, la production agricole, la transformation des produits agricoles et la commercialisation.» Il peut

*Suite à la page 2*

## Le président Carter au Japon

En septembre dernier, Jimmy Carter s'est rendu au Japon pour y promouvoir le développement agricole en Afrique et les projets engagés par SG 2000 dans ce domaine. Cette visite a été organisée de façon à précéder la troisième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III), qui s'est tenue du 29 septembre au 1er octobre et à laquelle ont assisté presque tous les Etats africains membres du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (voir à la page 5).

Pendant sa visite, le président Carter a prononcé à l'Université des Nations Unies de Tokyo un discours intitulé «La place de l'agriculture, du développement et des droits de l'homme dans l'avenir de l'Afrique». Dans cette allocution, qui entrait dans le vif du sujet de la conférence à venir, il a insisté sur le caractère prioritaire de la production alimentaire et a critiqué les subventions que les pays riches accordaient à leurs propres producteurs. «En Europe, en Amérique et au Japon, une famille d'agriculteurs touche en moyenne quelque 20 000 \$ par an au titre des programmes de soutien des prix, ce qui représente un total de plus de 350 milliards de dollars par an. Les subventions de l'OCDE équivalent au PNB global de l'Afrique subsaharienne et sont plusieurs fois ce que la population qui y vit reçoit en aide au développement... Il s'agit donc de réduire les subventions ou de constituer un fonds spécial pour dédommager les pays africains et d'autres pays en développement des effets préjudiciables des subventions accordées aux producteurs de coton, de betterave à sucre et d'autres produits.»

A propos du partenariat du Carter Center avec la SAA, le président Carter a déclaré : «J'ai eu la chance immense de

*continued on page 2*



Le premier ministre Junichiro Koizumi accueille le président Carter

Numéro 20

### Sommaire



Programme régional QPM/semences de SG 2000  
page 6



Renforcement des groupes d'agriculteurs au Ghana  
page 12



Etablissement de partenariats au Nigéria  
page 17



Les ventes de QPM doublent en Ouganda  
page 19

Mars 2004



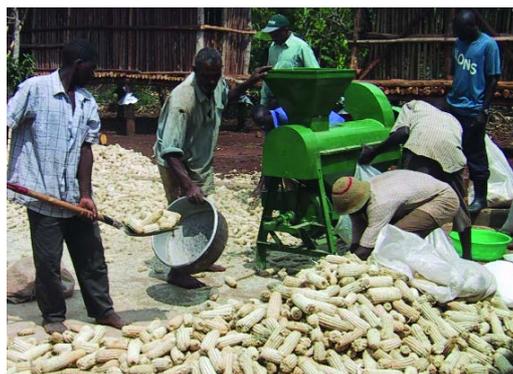
aussi y avoir d'autres services comme le financement rural, l'alphabétisation, les soins de santé et divers filets de protection sociale.

Les deux grands éléments d'un centre multiservices sont la structure sociale et les installations matérielles. Le développement de la structure sociale consiste à aider les particuliers à s'organiser en groupes et, éventuellement, en associations. Dans un deuxième stade, l'infrastructure physique (locaux et équipement des entreprises rurales) est constituée par les groupes, en partenariat avec les organisations de parrainage et les donateurs. Selon Foster, «le premier élément est le plus complexe des deux, et aussi celui dont dépend le plus la réussite globale du projet. Pour qu'on puisse tirer le plus grand parti du deuxième élément, c'est-à-dire de l'infrastructure physique, il faut déjà avoir mis en place une structure sociale vigoureuse et dynamique.»

### Pourquoi recourir à un réseau de centres multiservices?

Comme l'explique A.M. Foster, «les agriculteurs démunis de ressources ont du mal à s'organiser en groupes capables de prendre de bonnes décisions et de se procurer des services. Même quand de tels groupes existent, il leur arrive souvent de manquer d'efficacité parce qu'ils comptent peu de membres et ont des capacités de gestion limitées. Par ailleurs, les services entraînent des frais élevés. Dans les communautés visées, les agriculteurs ne peuvent intensifier leur production en adoptant des technologies améliorées s'ils n'ont pas accès aux services nécessaires : fourniture d'intrants, marchés et services d'assistance technique.»

Certains services agricoles peuvent être fournis indépendamment au sein des communautés rurales par l'entreprise privée, tandis que d'autres peuvent être assurés bénévolement



**Décorticage et nettoyage du maïs à un point de service de la BAMTA à Mukono : les points de service permettent de regrouper en vrac les produits agricoles destinés aux marchés.**

dans le cadre d'un effort collectif. D'autres encore peuvent être fournis par le biais de programmes publics financés par des donateurs, mais ils finissent toujours par disparaître avec le financement du projet ou parce que les autorités n'ont pas su les maintenir comme services publics.

C'est pourquoi il est nécessaire d'aider les communautés à établir une stratégie réaliste pour la prestation des services essentiels dont dépend

l'adoption de technologies dans la durée. Le système des OSC repose sur les principes d'un modèle participatif de l'auto-développement. De plus, il fait complément au Programme national de services consultatifs agricoles (NAADS) du gouvernement, qui vise à offrir aux agriculteurs un meilleur accès aux connaissances, aux technologies, à l'information et aux services d'entreprises privées.

*Suite à la page 4*

## Le président Carter au Japon *suite de la page 1*

travailler main dans la main avec Norman Borlaug... Sous les auspices du programme SG 2000 de la Nippon Foundation, nous avons mis en culture plus d'un million de parcelles d'essai sur de petites exploitations agricoles en Afrique. SG 2000 a montré que les agriculteurs sont motivés et compétents et qu'avec de bonnes semences, une culture en courbes de niveau, un travail de conservation du sol, un apport modéré d'engrais chimiques, le désherbage et quelques conseils, ils sont en mesure de tripler leur production... mais notre expérience en Ethiopie et dans d'autres pays montre qu'il reste encore beaucoup à faire sur de

nombreux fronts : entreposage des produits agricoles, réseaux de transport, stabilisation des marchés, micro-crédit et protection contre des tarifs douaniers dissuasifs et contre le dumping de produits étrangers bon marché et subventionnés.»

Le président Carter était l'invité de la Nippon Foundation, qui, le 3 septembre, a organisé en son honneur une réception d'accueil à laquelle ont été conviées plus de 600 personnes, dont des diplomates, des représentants du ministère des Affaires étrangères, des députés et des agronomes.

Cette réception était coparrainée par la Japan-African Union Parliamentary Amity Association, fondée en juillet

2003 par l'ex-premier ministre Yoshiro Mori et l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA). La présidente de la Nippon Foundation, Madame Ayako Sono, a souhaité la bienvenue à la réception au premier ministre Mori, premier titulaire de ce poste à avoir visité l'Afrique subsaharienne.

Le président Carter a également rendu visite au premier ministre Junichiro Koizumi à sa résidence officielle et a assisté à un déjeuner de travail organisé par le ministère des Affaires étrangères. Aux deux rencontres, il a fait valoir que le développement agricole devrait être la grande priorité de la politique étrangère à l'égard de l'Afrique.

### Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD III)

Il s'agit d'une initiative lancée par le ministère des Affaires étrangères du Japon en 1993, à l'époque où, la guerre froide étant finie, la communauté internationale s'intéressait de moins en moins à l'Afrique. Au cours des dix dernières années, la TICAD s'est attachée à promouvoir le développement de l'Afrique du point de vue des Africains en aidant l'Afrique à assumer de plus en plus la responsabilité de ses programmes de

développement et en ranimant l'appui international pour ces programmes.

Elle appuie sans réserve des initiatives africaines comme le NEPAD.

A la TICAD III, la SAA est devenue la première ONG japonaise à présenter une communication à une session officielle de la TICAD. Le vice-président de la SAA, Akira Iriyama, a présenté un bref exposé sur les activités de la SAA et de SG 2000 à la cinquième séance plénière, qui avait pour thème «Le dialogue avec la société civile», était présidée par Son Excellence Frene Ginwala, coprésident de la Coalition mondiale pour l'Afrique, et a été inaugurée par Wiseman Nkuhlu, président du comité directeur du NEPAD. Pendant la conférence, le président de la Nippon Foundation, Yohei Sasakawa, a également rencontré les chefs d'Etat du Burkina Faso, de l'Ethiopie, de la Guinée, du Malawi, du Mali, du Mozambique et du Nigéria.

Les déclarations et les allocutions prononcées à la conférence TICAD III peuvent être lues sur le site [www.mofa.go.jp/region/afrika/ticad3/index.html](http://www.mofa.go.jp/region/afrika/ticad3/index.html)



De gauche à droite : Ayako Sono, Rosalynn Carter, Jimmy Carter et l'ex-premier ministre Yoshiro Mori

## Les petits agriculteurs de l'Afrique subsaharienne ont encore trop de mal à s'approvisionner en semences

Au cours des 15 à 20 dernières années, la plupart des gouvernements en Afrique subsaharienne ont dissous leurs entreprises publiques de semences qui perdaient de l'argent. L'entreprise privée est censée prendre le relais. Dans quelques pays, des semenciers privés fournissent aux petits agriculteurs les semences dont ils ont besoin pour certaines cultures, mais c'est surtout dans les zones privilégiées qui disposent d'une assez bonne infrastructure et où se pratiquent des cultures comme celles du maïs hybride, où la marge bénéficiaire est la plus forte.

Alors que le secteur privé cherche à desservir efficacement ces nouveaux marchés commerciaux, le réseau de recherche financé par l'Etat s'attache de plus en plus à desservir les agriculteurs dans les marchés non commerciaux, où les systèmes d'approvisionnement en semences sont le plus souvent inefficaces. Au cours des 20 dernières années, les systèmes nationaux de recherche agricole (NARS) et les centres internationaux de recherche agricole (IARC) ont mis au point de nombreuses variétés supérieures des cultures vivrières de base, mais les semences de ces variétés ne parviennent pas aux petits agriculteurs avec la régularité voulue, n'ont pas la qualité voulue et sont en quantités insuffisantes.

Il incombe toujours aux établissements de recherche publics de maintenir des stocks suffisants de semences prébase de qualité, mais, bien souvent, ils ne sont pas responsables de la production des semences de base. Dans certains cas, quand ils le sont, la qualité des semences de base produites laisse beaucoup à désirer. Même quand les services publics de semences de base ont pris un bon départ, il leur a été difficile de continuer à maintenir les mêmes normes élevées au fil du temps.

Les IARC et les NARS s'efforcent d'établir de nouveaux modèles d'approvisionnement en semences pour fournir les variétés améliorées à leurs clients principaux, c'est-à-dire aux petits producteurs qui sont souvent en marge du segment non commercial du marché. Un nombre croissant d'ONG et de donateurs, y compris SG 2000, s'intéressent également à établir des stratégies d'approvisionnement en semences semi-commerciales qui puissent plus facilement donner aux agriculteurs accès aux variétés du secteur public. Bien souvent, les groupes concernés n'ont pas les connaissances nécessaires en production et distribution de semences.

Il est proposé ici de mettre en place un service privé de semences de base à l'intention des petits agriculteurs (SFSS), qui serait de préférence assuré par des semenciers commerciaux privés, pour soutenir la production semi-commerciale de semences.

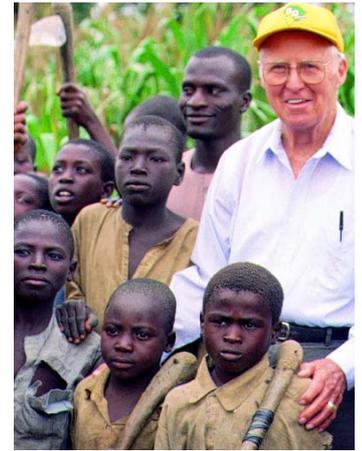
Le SFSS produirait, à titre lucratif, des semences de base de qualité en faisant appel aux compétences et aux installations de production et de conditionnement des semenciers privés pour appuyer ses propres activités. Au nombre des producteurs de semences non traditionnels, on compterait les

associations d'agriculteurs, les ONG et les petits producteurs privés, mais dans chaque cas la production n'atteindrait pas dix tonnes de semences par saison.

Une redevance serait intégrée dans le prix des semences de base. A la multiplication de variétés du secteur public, une redevance serait versée à l'institution responsable. Par ailleurs, le SFSS offrirait une assistance technique aux petits producteurs de semences enregistrés. Les frais de consultation et de formation seraient payés en partie par les donateurs, mais seraient également intégrés dans le prix des semences de base.

Dans chaque pays où serait implanté un SFSS, les producteurs de semences clients seraient tenus de s'inscrire pour qu'il soit plus facile d'assurer le contrôle de la qualité et de planifier les besoins en semences de base. Les semences de base seraient produites à la demande, sur réception de la commande et du paiement préalable des producteurs de semences enregistrés. Pour que l'opération soit rentable et qu'on puisse avoir une structure de gestion raisonnable, il faudrait imposer des quantités minimales pour les commandes de semences de base.

La mise en place de services



**Dr Norman E Borlaug, président de la SAA**

d'approvisionnement des petits agriculteurs en semences de base assurés par le secteur privé pourrait servir de modèle d'organisation efficace pour une collaboration secteur public-secteur privé-ONG, un modèle capable de fournir des semences de qualité de variétés améliorées à une diversité de producteurs de semences qui sont aujourd'hui laissés pour compte par les filières commerciales normales d'approvisionnement en semences. Ce genre de service serait particulièrement utile dans le cas de cultures comme celle du maïs riche en protéines (QPM), où la présence de gènes récessifs exige un contrôle rigoureux de la qualité de la production de semences, particulièrement dans les premiers stades. Cette approche permettrait d'avoir accès à une plus grande diversité de semences que celle normalement offerte par les entreprises commerciales de semences. Il n'y aurait donc que peu de concurrence avec les gammes de produits commerciales ou avec le segment commercial du marché. La qualité serait maintenue et les petits agriculteurs auraient tout à gagner.



### A propos de Sasakawa Global 2000

Les projets agricoles de Sasakawa Global 2000 sont cogérés par deux organisations : l'Association Sasakawa pour l'Afrique (SAA) et le programme Global 2000 du Carter Center d'Atlanta. La SAA, sous la présidence de Norman E Borlaug, est l'organisme directeur pour la gestion des projets SG 2000 en Afrique. Par l'intermédiaire du programme Global 2000 du Carter Center, l'ancien président Jimmy Carter et ses conseillers recommandent aux dirigeants nationaux les politiques à adopter à l'appui des objectifs du programme. Les projets SG 2000 sont financés par la Nippon Foundation du Japon, dont la présidente du conseil est Ayako Sono, et le président, Yohei Sasakawa.

## La mise en place de centres multiservices

Il faut commencer par sensibiliser les agriculteurs d'une même communauté rurale, les mobiliser et les aider à s'organiser en groupes fonctionnels. Il faut ensuite renforcer progressivement les moyens de ces groupes par le biais de la formation et en créant une structure sociale cohérente qui regroupe une diversité de groupes partageant les mêmes intérêts. A partir de la gestion collective, on établit alors une structure de gestion en vue de constituer l'organisation du deuxième niveau : une association de producteurs spécialisés (SPA) dûment enregistrée et habilitée à conclure des contrats avec des intermédiaires ruraux et d'autres organismes de développement. SG 2000 collabore avec les SPA dans le cadre d'accords de partenariat qui portent sur le renforcement des capacités institutionnelles, le développement de l'entreprise et les prêts à l'investissement pour une adoption plus généralisée de la technologie. Les prêts sont généralement en nature, par exemple sous la forme de capitaux de démarrage pour l'achat d'équipement ou de matériaux de production ou pour la construction d'installations agro-industrielles.

Pour aider les SPA à gérer les OSC de façon viable, une formation est dispensée en cinq étapes. Pour commencer, les organisations d'agriculteurs, avec l'aide de SG 2000, font enregistrer leur association pour lui donner un statut juridique. Il leur faut pour cela élire un bureau, rédiger les statuts de l'association, puis enregistrer et louer des terres. Le bureau dirige le centre en collaboration avec les organismes de facilitation (en l'occurrence SG 2000). L'étape suivante consiste à renforcer les capacités de direction et de gestion du bureau. Le processus initial de renforcement des capacités nécessaire au développement d'une association enregistrée prend une année environ et coûte l'équivalent de quelque 18 000 \$ pour une zone regroupant quatre à cinq sous-comtés (soit 15 000 à 25 000 familles d'agriculteurs).

Les services nécessaires (par exemple la distribution et la commercialisation des intrants) sont assurés par le biais d'entreprises pour que la SPA et ses groupes membres puissent disposer de revenus durables. Avec l'aide de plusieurs groupes d'intérêts communs, des démonstrations sont organisées à divers points de service dans la zone desservie.

L'étape suivante consiste à ériger la structure physique en un endroit

stratégique et à y installer un équipement à petite échelle. «Cela sert en quelque sorte de pivot pour la coordination des services dont on a besoin pour maximiser les interventions technologiques qui garantiront la viabilité commerciale des entreprises : formation en renforcement des capacités, mobilisation de l'épargne et commercialisation», explique A.M. Foster.

Enfin, une structure de gestion est mise en place, et on recrute un directeur du centre pour gérer les opérations de l'OSC au quotidien et assurer la gestion de l'association. Le directeur du centre a un rôle clé à jouer dans la mobilisation des groupes membres et pour assurer la coordination et la communication entre eux par l'intermédiaire d'agriculteurs-instructeurs. Avec l'accord de l'association, il peut aussi forger des liens avec d'autres organisations en fonction des besoins de la communauté rurale.

L'OSC permet de créer des liens mutuellement profitables entre les groupes membres aux points de service, les intermédiaires ruraux et les marchés urbains pour la fourniture d'intrants et la vente de produits agricoles. Le regroupement de la demande permet de réduire les frais des services. Selon les estimations, les frais de formation pour l'établissement d'un OSC s'élèvent à 32 000 \$. Sur les coûts de démarrage totalisant 50 000 \$, l'association contribue environ 30 pour cent en matériaux, en terres et en temps de travail.



**Site de traitement du poisson de la BAMTA : le traitement et l'emballage de poisson séché constitue une source régulière de revenus pour ces femmes des zones rurales.**

## Progrès réalisés jusqu'à présent

Deux associations, la Rural Agroprocessors and Training Association (RAPTA) et la Buwagajjo Agroprocessors and Marketers Training Association (BAMTA), sont aujourd'hui enregistrées et leurs centres sont opérationnels.

Cinq autres associations sont à divers stades de formation dans les zones que l'on destine à être desservies par des OSC. Les zones actuelles comptent un total de 294 groupes, comprenant 7 901 agriculteurs et transformateurs : 4 755 femmes et 3 146 hommes (voir le tableau ci-dessous). Trente entreprises prioritaires ont été choisies pour le développement par sélection d'entreprise participative. La mise en place des services, qui comprennent la

formation en vue du renforcement des capacités, la fourniture d'intrants et la commercialisation des produits agricoles, est à divers stades d'avancement et repose sur une diversité d'approches qui dépendent des organisations partenaires.

«SG 2000 en Ouganda utilise les OSC comme instrument pour amener les communautés à assumer la responsabilité des activités du programme et pour faire en sorte que la facilitation de l'accès aux technologies et aux services soit animée par les agriculteurs eux-mêmes», précise A.M. Foster. SG 2000 compte créer 20 OSC d'ici 2007. Plus tard, les OSC pourraient être chapeautés par une organisation faitière, dont la formation découlerait du réseautage actuel entre les centres et d'échanges d'expériences entre les directeurs de centre.

District	Association de producteurs	Groupes d'agriculteurs	Nombre d'agriculteurs	Stade de développement
Iganga	Rural Agroprocessors & Training Association (RAPTA)	30	1 151	Mise sur pied d'entreprises Gestion du centre
Mukono	Buwagajjo Agroprocessors & Marketers Training Association (BAMTA)	26	761	Mise sur pied d'entreprises Gestion du centre
Busia	Busia Agribusiness Training Association (BABTA)	47	998	Enregistrement Renforcement des capacités institutionnelles Mise sur pied d'entreprises
Tororo	Tororo Multipurpose Agribusiness Training Association (TMATA)	60	1 300	Enregistrement Renforcement des capacités institutionnelles Mise sur pied d'entreprises
Luweero	Zirobwe Agaliawamu Agribusiness Training Association (ZAABTA)	63	1 873	Enregistrement Mise sur pied d'entreprises
Mpigi	Nkozi Agribusiness Training Association (NABTA)	27	532	Enregistrement Mise sur pied d'entreprises
Pallisa	Pallisa Agribusiness Training Association (PATA)	41	1 286	Enregistrement Renforcement des capacités institutionnelles Mise sur pied d'entreprises
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>294</b>	<b>7 901</b>	

## SG 2000 oeuvre avec le NEPAD et avec l'Equipe spéciale sur la faim du Projet du millénaire de l'ONU

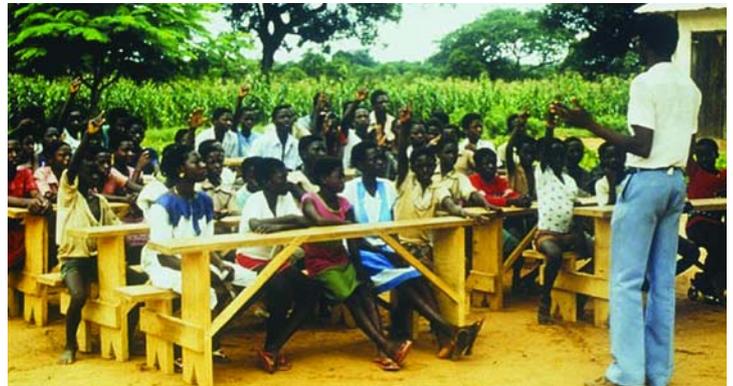
SG 2000 continue d'appuyer le secrétariat du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et l'Equipe spéciale sur la faim (ESF) du Projet du millénaire de l'ONU par des activités coordonnées par Chris Dowsnell, adjoint spécial au président de la SAA, Norman Borlaug.

«Le NEPAD et l'ESF collaborent à un certain nombre d'initiatives financées par SG 2000», indique C. Dowsnell. «L'une d'entre elles consiste à mobiliser des fonds pour améliorer la fertilité des sols consacrés à la production de cultures vivrières de base.» Une stratégie intégrée de rétablissement de la fertilité des sols a été formulée et incorporée au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Cette stratégie prévoit l'expansion des réseaux de fourniture d'engrais aux petits agriculteurs, la diffusion de l'agrosylviculture, le recours à l'engrais vert et aux cultures de couverture, des programmes "vivres contre travail" pour la remise en état des bassins hydrographiques et paysages ruraux érodés, et des programmes ciblés de

subvention des engrais au moyen de chèques-engrais remis aux groupes extrêmement vulnérables.

«Ce sont plus particulièrement les ménages dirigés par une femme et touchés par l'insécurité alimentaire que nous essayons d'aider avec ce programme des chèques-engrais», précise C. Dowsnell.

SG 2000 a déjà eu une expérience de ce genre en Ouganda, où les agricultrices extrêmement pauvres recevaient des bons pour acheter des engrais aux négociants privés locaux. Le Centre international de développement des engrais, qui collabore depuis longtemps avec SG 2000, oeuvre aujourd'hui avec le DFID et le gouvernement de l'Ouganda pour donner des chèques-engrais à 30 000 agriculteurs sans



**Le NEPAD met en place des programmes de repas scolaires qui utilisent des produits alimentaires du pays.**

sécurité alimentaire qui travaillent à temps partiel dans la construction de routes rurales.

«Le NEPAD met également en place des programmes de repas scolaires qui utilisent des produits alimentaires d'origine locale ou nationale», indique Richard Mkwandawire, conseiller agricole du NEPAD. Un programme pilote a été

lancé au Ghana. Il est dirigé par Madame Abenaa Akuamo-Boateng, nutritionniste en chef du ministère de la Santé pour la région d'Asanti et membre de l'ESF, qui collabore depuis longtemps avec SG 2000. Selon C. Dowsnell, «ces programmes sont très utiles à trois points de vue : ils améliorent la nutrition des enfants, ils encouragent la fréquentation scolaire et ils stimulent la demande de produits alimentaires nationaux.»

Avec l'aide technique de l'ESF et de SG 2000, le NEPAD collabore avec le Programme alimentaire mondial (PAM) à la formulation de propositions de financement pour que 50 millions d'enfants en Afrique subsaharienne puissent profiter de cette initiative. Le NEPAD met au point un modèle appelé «Programmes de produits locaux pour repas scolaires», dans le cadre duquel les gouvernements participants fourniront 50 pour cent des fonds et où le PAM jouera un rôle important.

Le gouvernement de l'Ouganda, qui s'est déjà dit intéressé, prépare un descriptif de projet en collaboration avec le PAM et le NEPAD.

«On peut tirer parti d'importantes synergies entre l'intensification des cultures vivrières et des investissements sociaux de cette nature», explique C. Dowsnell. «En stimulant la demande de produits alimentaires par le biais de ces programmes, on contribue à stabiliser le prix des céréales et on encourage les petits agriculteurs à adopter des technologies qui leur permettront d'augmenter leur productivité. Tout le monde en sortira gagnant car cela peut mener à une amélioration de la production alimentaire, des revenus, de la nutrition et de la protection de l'environnement.»

## L'heure de la relève à la SAA Tokyo

Masataka Minagawa, plus connu sous le nom de «Masa» par le personnel de la SAA et de SG 2000, a pris sa retraite à la fin de juin 2003, après 12 ans de service comme directeur général et directeur des services administratifs et financiers de la SAA.

Après de nombreuses années au service d'une des plus grandes banques commerciales du Japon, la première tâche à laquelle il s'est attelé à son arrivée à la SAA, en 1991, a été de regrouper les services administratifs du siège de Tokyo. En plus de gérer les ressources financières, le bureau de Tokyo vient en aide au personnel sur le terrain, et la rapidité avec laquelle Masa répondait aux demandes de ce dernier l'a rendu extrêmement populaire auprès du personnel de la SAA et de SG 2000, qui se sent souvent isolé dans les champs reculés de l'Afrique. «Il ne fait aucun doute que la structure administrative de l'organisation a amplement profité de son efficacité et de son professionnalisme», déclare Michio Ito, agent administratif de la SAA.

Son remplaçant au poste de directeur général est Masaaki Miyamoto («Aki»), qui n'est

pas inconnu à l'organisation.

Il avait travaillé en coulisses lors du premier atelier de Genève en 1985 et avait aidé le regretté Ryoichi Sasakawa à lancer le projet SAA/SG 2000 avec le président Jimmy Carter et Norman Borlaug, et leur avait apporté un soutien précieux pendant les premières années.

Après l'arrivée de Masa à la SAA, Aki avait continué de travailler pour la SAA et SG 2000 en tant qu'agent de liaison, puis était parti en 1997 pour assumer les fonctions de directeur général de la Sasakawa Peace Foundation.

Aujourd'hui de retour, six ans après, à l'organisation qu'il a contribué à lancer, il estime que sa première tâche est «de tisser de bonnes relations de travail avec les autres partenaires comme le gouvernement japonais et le NPDA, parce que ces partenariats sont appelés à jouer un rôle crucial dans le développement agricole de l'Afrique dans le long terme.»



**Masataka Minagawa (à gauche) avec un agriculteur au Nigéria**



**Michio Ito (à gauche) et Masaaki Miyamoto (au centre) avec le président Obasanjo à la conférence TICAD III (voir à la page 2).**

# Programme régional QPM/semences de SG 2000

En lançant son Programme régional QPM/semences en janvier 2003, SG 2000 voulait contribuer aux efforts engagés pour substituer le maïs riche en protéines (QPM) au maïs normal et renforcer les réseaux d'approvisionnement en semences dans les pays où il est implanté. Pendant que SG 2000 fait une promotion énergique du QPM dans tous les pays où il a lancé des projets, plusieurs de ses partenaires interviennent à l'échelle nationale ou sous-régionale. Comme l'explique Wayne Haag, coordonnateur régional du programme, «les activités régionales de SG 2000 sont destinées à s'ajouter aux efforts existants, à les renforcer et à en maximiser l'impact.»

Le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) et l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) participent de près à ces efforts, tout comme les réseaux nationaux de recherche agricole (NARS) de l'Éthiopie, du Ghana et du Mozambique. Plusieurs autres NARS ont de nouveau confirmé leur volonté d'améliorer le QPM, et un certain nombre de projets d'amélioration du QPM ont été lancés dans le secteur privé au Zimbabwe et en Afrique du Sud.

À l'échelle de la région, SG 2000 a contribué, au Ghana, à améliorer la variété à pollinisation libre Obatanpa et, au Mozambique, à améliorer la variété à pollinisation libre Sussuma (dérivée de l'Obatanpa) et à mettre au point, à partir de la Sussuma, une variété synthétique qui puisse servir de parent mâle à des hybrides « Top Cross » doubles de QPM, notamment avec l'hybride femelle simple (CML-144 x CML-159). Au Mozambique, on en est aussi aux derniers stades de l'amélioration, de l'essai et de la mise en marché d'une nouvelle variété à pollinisation libre de QPM corné hâtif, qui est appelée à jouer un rôle majeur au Mozambique et dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

L'Institut de recherche sur les cultures (CRI) du Ghana s'est entendu avec le CIMMYT sur l'utilisation de la lignée élite de QPM GQL5 du CRI, ce qui permettra au secteur privé et à d'autres filières commerciales de semences d'avoir accès aux hybrides comprenant cette lignée. L'hybride de QPM QS-7705, produit au Ghana et dont une entreprise sud-africaine a obtenu les droits de distribution, sera bientôt mis sur le marché au Mozambique, où une entreprise régionale privée s'est dite intéressée à le produire. Le QS-7705 a été produit pour la première fois

commerciallement sur une petite échelle en 2003.

SG 2000 a toujours soutenu vigoureusement la conversion d'hybrides élite ordinaires en QPM. Une entreprise de semences de base de QPM basée en Afrique du Sud procède à des travaux de conversion avancés pour des entreprises privées. Un projet de conversion CIMMYT-Kenya-Rockefeller Foundation basé à l'Institut de recherche agricole du Kenya (KARI) est devenu opérationnel en 2003. Le CIMMYT et l'IITA participent également à la conversion de matériel génétique élite ordinaire en QPM aux principaux sites d'amélioration génétique.

## Renforcement des réseaux de distribution des semences

Pour qu'on puisse multiplier des variétés à pollinisation libre et hybrides de QPM à grand rendement et les distribuer aux agriculteurs, il faut disposer d'une filière fonctionnelle comprenant les trois grands éléments : semences prébase, semences de base et semences certifiées (ou commerciales). SG 2000 renforce les deux premiers éléments de cette filière dans plusieurs pays, en offrant des services de formation et de consultation et en facilitant le mouvement des semences prébase et de base dans la région, particulièrement en provenance du CRI au Ghana et de l'INIA au Mozambique. C'est dans le secteur public que sont basés la plupart des systèmes de semences prébase et de base.

C'est probablement le secteur privé qui s'occupera de la production et de la distribution des semences certifiées/commerciales - avec une exception notoire, celle de l'Ethiopian Seed Company (ESC). SG 2000 incite



Les projets communautaires pourraient se transformer en petites entreprises de semences.

donc une diversité d'entreprises privées, depuis les grandes multinationales jusqu'à de jeunes entreprises, à se lancer dans la production et la commercialisation de QPM.

Il existe aussi une multitude de projets communautaires de production de semences dans plusieurs pays. Certains de ces projets, appuyés par l'IITA, le CIMMYT et l'ICRISAT, pourraient se transformer en petites entreprises de semences. SG 2000 examine avec ces partenaires, en particulier la Rockefeller Foundation, des moyens de faciliter cette transformation.

Au cours des deux dernières années, SG 2000 a, en collaboration avec ses

partenaires, joué un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un stage de deux semaines sur les semences et le QPM. En août 2002, ces cours ont été dispensés à l'EARO (organisme éthiopien de recherche agricole) à l'intention des pays de l'est et du sud de l'Afrique. Plus de 40 techniciens d'organisations publiques et privées l'ont suivi. En août 2003, plus de 40 personnes ont suivi un stage dispensé au CRI du Ghana à l'intention de 12 pays de l'ouest et du centre de l'Afrique. Ces stages ont porté essentiellement sur la promotion du QPM, les systèmes de semences, le contrôle de la qualité et les avantages nutritionnels.

En 2003, le Ghana a été le seul pays à

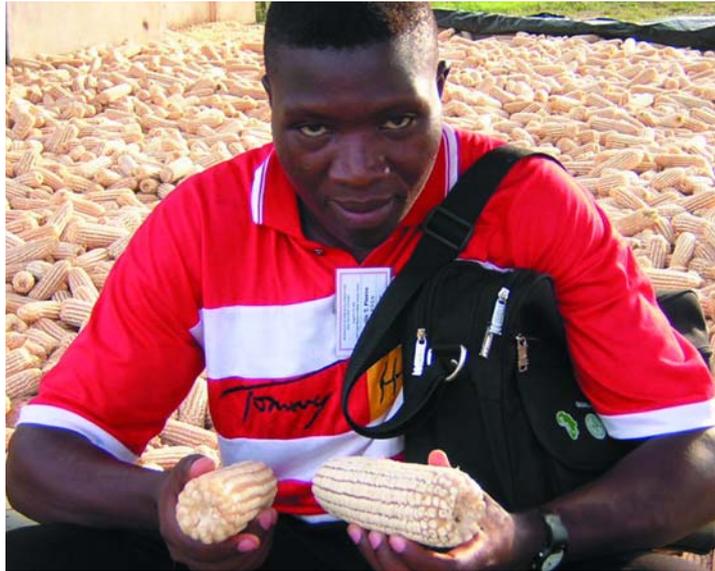
produire et commercialiser de grandes quantités de semences de QPM (plus de 1 000 t). Les autres pays d'Afrique subsaharienne qui en ont produit et commercialisé des quantités appréciables (de 100 à 500 t) ont été le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Mali, le Mozambique, l'Afrique du Sud et l'Ouganda, ce dernier se plaçant tout en haut de la liste.

### Renforcement des mécanismes de contrôle de la qualité

«Le contrôle de la qualité est essentiel au maintien de la valeur en protéines du QPM», indique W. Haag. Dans le cas des semences de QPM, en plus des précautions normales à prendre pour la multiplication des semences de maïs, il faut surveiller le caractère qui détermine la valeur en protéines (gène opaque-2).» Les contrôles consistent à examiner les grains de QPM sur une table lumineuse (certains grains montrent la présence du génotype o2) et à les analyser en laboratoire pour quantifier les niveaux de tryptophane et de lysine dans la protéine.

SG 2000 a fourni des tables lumineuses aux chercheurs de plusieurs pays et leur a montré comment les utiliser. Il faut utiliser la table lumineuse pour sélectionner chaque semence destinée à être plantée pour la production de semences prébase. La chose est possible, parce qu'on n'a affaire qu'à de très petites quantités de semences. «En intervenant ainsi tout au début, en mettant en oeuvre les processus habituels de contrôle de la qualité des semences de base et des semences certifiées et en suivant de près les analyses courantes en laboratoire, on peut veiller à maintenir la valeur en protéines tout au long de la production des semences», précise W. Haag.

SG 2000 a activement appuyé la mise en place de laboratoires nationaux du tryptophane au Ghana et en Ouganda, et a collaboré étroitement aux efforts engagés par le CIMMYT et l'IITA pour établir des laboratoires régionaux au Zimbabwe, au Nigéria et en Éthiopie. La stratégie poursuivie actuellement pour qu'il soit plus facile de procéder à des analyses de tryptophane ne consiste pas à créer des laboratoires spécialisés dans le tryptophane, mais à retenir des laboratoires en phytologie qui fonctionnent bien et à les doter de



Un participant à l'atelier devant un stock de semences de base du Grains and Legumes Development Board au Ghana.

moyens d'analyser le tryptophane. Comme l'explique W. Haag, «c'est là une approche qui se prête à quelque chose de plus durable et qui exige bien moins d'investissements en équipement. Bien entendu, il faut investir dans la formation. L'établissement d'une capacité d'analyse du tryptophane à l'IITA permettra de répondre, en Afrique même, à la plupart des besoins de formation des pays de l'Afrique subsaharienne.»

### Stimulation de la demande de QPM pour l'alimentation humaine et animale

Il faut communiquer des informations utiles sur les avantages du QPM aux décideurs, aux chercheurs, aux planificateurs, aux techniciens, aux entreprises privées de l'alimentation humaine et animale et aux consommateurs. Certaines de ces informations doivent être de nature scientifique, mais d'autres doivent avoir un caractère plus promotionnel et éducatif.

Une nutritionniste ghanéenne, Abenaa Akuamo-Boateng, a réalisé et publié plusieurs études démontrant les avantages du QPM sur le maïs ordinaire dans la nutrition des enfants en bas âge. Ses travaux ont inspiré la rédaction de documents pédagogiques sur la nutrition. Elle a travaillé avec le personnel de SG 2000 en Éthiopie, au

Malawi, en Guinée et en Tanzanie, et une enquête nutritionnelle communautaire est en cours en Éthiopie.

W. Haag insiste qu'il «faut intégrer le QPM aux programmes existants de restauration communautaire pour les démunis et aux efforts de secours alimentaire. SG 2000 Ouganda est parvenu à persuader le Programme alimentaire mondial (PAM) d'utiliser le QPM dans son programme de secours alimentaire. Il faudrait miser sur cette expérience pour intégrer le QPM aux programmes existants de restauration communautaire et aux efforts de secours alimentaire dans d'autres pays.»

La valeur nutritive supérieure du QPM

pour l'alimentation de la volaille et des porcins a été démontrée dans divers pays, mais il faut faire une promotion plus systématique du QPM dans le secteur de l'alimentation animale. Des progrès ont été réalisés au Ghana et d'autres efforts sont entrepris ailleurs. L'Ouganda a lancé un programme très intéressant pour promouvoir l'élevage porcin à petite échelle en fournissant le troupeau initial et en soutenant la production de QPM destiné à l'alimentation des porcs. En 2003, un spécialiste ghanéen de la nutrition animale, Daniel Okai, s'est rendu en Ouganda pour une visite de consultation destinée à appuyer ces efforts. Plusieurs petits projets d'alimentation de la volaille ont été lancés au Ghana à la fin de 2003. Les agriculteurs qui produisent déjà du QPM peuvent valoriser leurs excédents de production en faisant l'élevage de volaille et de porcins.

Ainsi que l'explique W. Haag, «le QPM est le maïs qu'on a choisi d'inclure dans le package de production à grand rendement. Comme toute autre variété améliorée, il lui faut de bonnes conditions agronomiques pour réaliser son plein potentiel génétique. En plus du QPM, le package technologique de base mis au point par SG 2000 pour le maïs comprend le travail de conservation du sol dans certains pays. Entre les avantages que présente le travail de conservation (protection de l'environnement et réduction de la main-d'oeuvre) et ceux qu'offre le QPM (rendement élevé et plus grande valeur nutritive), il s'agit là d'un transfert de technologie extrêmement efficace.»



Une participante à l'atelier sur le QPM et les semences apprend à utiliser une table lumineuse.

Porté par le succès continu de ses programmes existants, le Fonds Sasakawa pour l'Afrique de formation à la vulgarisation (SAFE) s'est encore étendu en 2003 avec le lancement de deux nouveaux programmes de type SAFE au Burkina Faso et au Bénin. Un autre est projeté pour le Malawi.

Un programme de type SAFE menant au diplôme a été lancé à l'Université polytechnique de Bobo-Dioulasso (UPB) du Burkina Faso en octobre 2003, avec le concours de la direction du SAFE. Au Bénin, en novembre 2003, l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) a lancé un programme de type SAFE menant au diplôme. Le programme sera transféré du site de l'UAC au Collège agricole Medji de Sekou, à une quarantaine de kilomètres de l'UAC, après rénovation et agrandissement des installations nécessaires. Le recteur de l'UAC et le doyen de la Faculté d'agronomie se sont engagés à soutenir sans réserve le nouveau programme.

Inspirés par la réussite d'autres partenaires du SAFE, le ministère de l'Agriculture du Malawi et le Collège d'agriculture Bunda ont demandé au SAFE de les aider à mettre au point un programme sur mesure pour former les vulgarisateurs. Une enquête a montré qu'un très grand nombre de vulgarisateurs aimeraient se perfectionner jusqu'au niveau du certificat ou du diplôme, ou encore passer du niveau du diplôme à celui de la licence. Selon Deola Naibakelao, directeur du SAFE, «les candidats potentiels savent exactement de quelle formation ils ont besoin : des cours pratiques qui leur permettront d'être plus efficaces dans leur travail et des cours où ils pourront acquérir les aptitudes à l'action participative et à l'animation dont ils ont besoin dans un système de vulgarisation décentralisé.»

Les parties concernées se sont réunies en novembre 2003 dans le cadre d'un

atelier pour examiner les modalités du lancement d'un programme de type SAFE.

A l'Institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée de Katibougou au Mali, le programme SAFE progresse bien depuis son lancement en octobre 2002. Les 15 étudiants ont terminé sans problème la première année du programme de quatre ans, et 16 autres étudiants se sont inscrits en octobre dernier. Un comité de gestion du programme SAFE a été chargé de recenser et de mobiliser les ressources locales nécessaires à la poursuite du programme. A titre d'exemple, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural s'est engagé à apporter son soutien financier à la partie pratique de la formation, notamment les projets d'entreprise supervisés (SEP) qui se déroulent hors campus, et la création d'un village technologique sur le campus.

A l'Université Ahmadu Bello du Nigéria, 30 étudiants se sont inscrits en juillet 2003 au nouveau programme de licence en vulgarisation. «Grâce au concours du recteur et de son équipe, le programme avance bien, déclare Deola Naibakelao, mais, comme c'est également le cas au Mali, les étudiants sont originaires de régions très éloignées les unes des autres, ce qui rend la supervision de leur SEP difficile et coûteuse.»

Pendant ce temps, les programmes SAFE établis depuis plus longtemps continuent à prospérer. A l'Université Alemaya (AU) en Ethiopie, la cinquième promotion de



Inscrite au programme SAFE et diplômée en juillet 2003, Rahmet Yimer (ici à droite avec Jeff Mutimba, coordonnateur du programme SAFE pour l'Afrique orientale) s'est classée meilleure étudiante de l'année à l'Université Alemaya. Sa réussite a incité son mari à s'inscrire lui aussi au programme.

vulgarisateurs en milieu de carrière ont reçu leur diplôme en juillet 2003. Les 33 étudiants comptaient 16 femmes - le plus grand nombre de femmes à jamais sortir d'un programme SAFE avec un diplôme. Pour la troisième fois, le programme a produit le meilleur étudiant de l'année. Huit autres ont reçu une mention Honorable, et un autre la mention Très honorable.

En septembre 2003, l'Université de Cape Coast (UCC) au Ghana a accepté 30 étudiants au dixième programme SAFE, y compris quatre étudiants étrangers (du Malawi, du Mozambique et du Nigéria) et cinq

femmes. Bien que le SAFE ait cessé d'offrir une aide financière directe à l'UCC en 2001, les partenaires continuent de financer le programme à partir de ressources locales. Il existe des liens étroits avec des partenaires comme le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture et un certain nombre d'organismes bilatéraux et d'ONG au Ghana, y compris l'agence allemande de développement GTZ et World Vision Ghana. Au cours des quatre dernières années, par exemple, GTZ a continué à offrir son appui financier à un certain nombre d'étudiants poursuivant leur SEP dans les zones de projet.

## Statistiques du SAFE, septembre 2003

Programmes de licence et de diplôme pour vulgarisateurs en milieu de carrière	Etudiants diplômés	Etudiants inscrits	Total
UCC, Ghana (Licence)	204	60	264
Alemaya, Ethiopie (Licence)	136	57	193
Makerere, Ouganda (Licence)	32	88	120
Sokoine, Tanzanie (Licence)	48	140	188
KAC, Ghana (diplôme)	99	79	178
IPR/IFRA, Mali (diplôme)	-	31	31
Ahmadu Bello, Nigéria (Licence)	-	30	30
<b>Total partiel</b>	<b>519</b>	<b>485</b>	<b>1 004</b>
Bourses d'études	Etudiants diplômés	Etudiants inscrits	Total
Licence	22	6	28
Maîtrise	46	12	58
Doctorat	3	-	3
<b>Total partiel</b>	<b>71</b>	<b>18</b>	<b>89</b>
<b>TOTAL</b>	<b>590</b>	<b>503</b>	<b>1 093</b>



## Nouvelle recrue au programme SAFE

Suite à l'expansion de ses activités, notamment en Afrique francophone, le SAFE a recruté Mercy Akeredolu en juin

2003 pour coordonner le SAFE au Mali. Madame Akeredolu a obtenu un doctorat et une maîtrise en vulgarisation agricole à l'Université d'Ibadan au Nigéria, et un MBA à l'Ecole de gestion de l'Université d'Anvers en Belgique. Avant son arrivée au programme SAFE, elle enseignait à l'Université d'agriculture d'Abeokuta au Nigéria et a participé, à titre de consultante, à plusieurs projets axés sur la place des femmes dans l'agriculture et le développement rural au Bénin, en Gambie, au Ghana, au Mali, au Nigéria, au Sénégal et au Togo.

# Programme agroindustriel

Depuis plus de dix ans, le programme agroindustriel, poursuivi en collaboration avec l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), apporte des technologies post-récolte et agroindustrielles améliorées aux petits agriculteurs de l'Afrique. Au Bénin, la SAA collabore avec un certain nombre de parties intéressées, notamment des fabricants, des associations de femmes, la Direction de la formation opérationnelle et de la vulgarisation (DiFOV) et le Conseiller technique à l'agriculture et à l'alimentation (CTAA) du ministère de l'Agriculture, qui, ensemble, ont formé un Réseau de fabricants pour promouvoir des initiatives agroindustrielles.

«Le traitement des noix de karité est l'une des activités agroindustrielles à petite échelle le plus populaires dans les zones rurales du Bénin», indique Antoine Aoga, coordonnateur du programme agroindustriel au Bénin. «Il constitue une source importante de revenus pour les femmes dans la partie nord du pays, notamment pendant la saison sèche.» Il y a deux ans, le programme a introduit le «complexe karité», un ensemble amélioré d'équipement de traitement des noix de karité comprenant un broyeur et un concasseur à mouture humide. Le broyeur sert à meuler les noix avant de les griller, une opération qui se faisait auparavant au pilon et au mortier (il fallait alors une journée entière pour broyer 50 kg). L'équipement amélioré permet de broyer plus de 300 kg de noix de karité à l'heure.

L'étape suivante consiste à réduire les noix broyées à l'état de pâte dans un concasseur à mouture humide conçu par l'IITA, puis à pétrir cette pâte pour en extraire le «beurre de karité». Grâce à cette méthode, 100 kg de noix

de karité peuvent donner 49 kg de beurre de karité. Aux dires d'Antoine Aoga, «en plus de réduire de beaucoup le temps de transformation, cet équipement produit un beurre de karité de meilleure qualité et en plus grandes quantités.»

Le beurre de karité obtenu est ensuite conditionné en pots de plastique blanc

**En Guinée l'IITA a formé des fabricants dans la production de batteuses multi-grains et de polisseuses de riz.**

(au lieu des calebasses traditionnelles), ce qui permet de le vendre à un meilleur prix sur le marché intérieur et sur celui de l'exportation. Ce projet de conditionnement est mis en oeuvre en collaboration avec l'Institut régional



**Des délégués du Bénin, du Ghana et d'Ethiopie à la rencontre du Réseau des fabricants au Bénin**



**Utilisation d'une batteuse multi-grains pour le battage de riz NERICA à Faranah en Guinée**

de coopération-Développement (IRCOD), ONG française basée à Parakou. C'est l'IRCOD qui a, le premier, fait adopter les pots de plastique par les groupes de femmes pour qu'ils puissent exporter leurs produits vers la France. L'IRCOD, UNICEF, UNIFEM et de nombreuses autres organisations au Bénin ont acheté plus de 30 ensembles «complexe karité».

De plus, la SAA a organisé une rencontre du Réseau des fabricants au Bénin du 2 au 4 septembre 2003. Comme l'explique Toshiro Mado, chef du programme agroindustriel de la SAA, «on organise ces rencontres périodiquement pour que tous les membres du Bénin et du Ghana puissent se tenir mutuellement au courant de leurs activités respectives. Pour la première fois, des membres d'Ethiopie étaient présents. Le directeur du Service de vulgarisation agricole du Bénin a prononcé le discours d'ouverture, et les membres ont discuté de questions d'intérêt commun comme la production, le contrôle de la qualité et la commercialisation.»

En Guinée, pendant ce temps, l'IITA a formé des fabricants dans la production de batteuses multi-grains et de polisseuses de riz. A l'issue de cette formation, dispensée en mai, des techniciens de Faranah ont commencé à fabriquer des batteuses multi-grains. La demande de machines à battre le riz a fortement augmenté depuis la promotion, par SG 2000, des variétés de riz NERICA (nouvelles variétés de riz pour l'Afrique mises au point par l'ADRAO par croisement

interspécifique de variétés africaines et asiatiques). D'autres programmes de formation seront mis en oeuvre pour augmenter le nombre de fournisseurs agréés.

Au Ghana, le programme est en voie de restructuration : il sera désormais géré par le Ghana Regional Appropriate Technology and Industry Service (GRATIS), qui coordonne actuellement le réseau des fabricants au Ghana. La SAA offrira une aide financière à GRATIS pour permettre à ce service de continuer à diffuser des technologies et un équipement agroindustriels améliorés. GRATIS formera en interne son propre personnel technique pour perfectionner ses compétences en vulgarisation.

Le gouvernement du Ghana s'est concentré sur le développement agricole dans le Secteur nord et collaborera avec GRATIS à des démonstrations sur le terrain et à des expositions régionales dans cette partie du pays. Avec d'autres membres du Réseau des fabricants, GRATIS a déjà fourni 200 machines à traiter le manioc, qu'avait commandées le ministère de la Condition féminine et de l'Enfance. Les agriculteurs reçoivent ensuite une formation pour apprendre à utiliser l'équipement.

## Burkina Faso

Le maïs se classe au troisième rang des cultures de céréales au Burkina Faso : il est cultivé sur une superficie de 337 000 ha et sa production a atteint 606 000 tonnes en 2002. Il est aujourd'hui possible de cultiver le maïs à l'année longue grâce aux variétés adaptées que l'Institut de recherche environnementale et agricole (INERA) a mises au point. La promotion des petits ouvrages d'irrigation a, par ailleurs, stimulé la culture intensive du maïs.

Comme l'explique Marcel Galiba, directeur de SG 2000 pour le Burkina Faso, «le maïs remplace de plus en plus le sorgho et le mil dans l'alimentation des Burkinabés. Pour assurer la sécurité alimentaire, il faut améliorer la qualité du maïs cultivé. Le moyen le plus efficace et le plus économique d'y parvenir est, de loin, de cultiver un maïs riche en protéines (QPM).» Après le succès remporté par la variété ghanéenne de QPM Obatanpa (variété de maïs blanc appelée Ma Songo au Burkina Faso), les producteurs ont hâte d'introduire une variété jaune de QPM dans le pays.



Sanou Jacob, sélectionneur responsable de la recherche à l'INERA, dirige le Programme des céréales

traditionnelles et fait partie du réseau du maïs WECAMAN. Il explique pourquoi l'INERA attend beaucoup du QPM «Espoir», variété à pollinisation libre sélectionnée à partir de la population 66 SR du CIMMYT/IITA, dont les grains vont du jaune au orange : «Riche en bêta-carotène, un précurseur de la vitamine A, et aussi en lysine et tryptophane, acides aminés essentiels, Espoir pourrait jouer un rôle important dans la lutte contre la malnutrition des enfants (kwashiorkor) et celle des adultes. De plus, on peut le griller ou le faire bouillir sans qu'il perde sa valeur nutritive, et il pourrait compenser le déficit azoté du maïs ordinaire.»

Le cycle de croissance d'Espoir, depuis l'ensemencement jusqu'à la récolte, est de 97 jours et son rendement potentiel, de 6,5 t/ha, est idéal pour une culture intensive. De plus, c'est une variété qui s'est montrée très résistante aux maladies courantes comme l'hémiphysiose, la rouille, la curvulariose et le striage. Le cultivar est adapté pour des sols recevant 900 mm de pluie ou des sols irrigués. Le fait qu'il reste vert à maturité en fait un bon fourrage, et son grain convient parfaitement à l'alimentation animale.

Au Burkina Faso, la campagne 2002/03 a donné une production record de 3 647 000 tonnes de céréales (mil, sorgho, maïs, riz et fonio). Le chiffre a été authentifié par des experts de la FAO, des Systèmes d'alerte rapide aux risques de famine et du Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). La récolte record, de 17 pour cent supérieure à celle de l'année



**La variété Espoir pourrait jouer un rôle important dans la lutte contre la malnutrition.**



**En 2003/03, le Burkina Faso a eu une production record de céréales.**

précédente et de 31 pour cent supérieure à la moyenne des cinq dernières années, a permis au Burkina Faso d'engranger un excédent céréalier de 1 008 600 t, soit plus de 43 pour cent de la consommation nationale.

Plusieurs facteurs ont contribué à cette réussite, notamment des pluies abondantes, auxquelles est venu s'ajouter le Programme «Saaga» de pluies artificielles, une utilisation plus généralisée d'intrants provenant de l'extérieur, par exemple de matières organiques et semences améliorées, et l'irrigation à petite échelle au niveau des villages.

Le Burkina Faso a produit plus du quart (27 pour cent) de toutes les céréales des neuf pays du CILSS (Burkina Faso, Cap-Vert, Tchad, Gambie, Guinée-Bissau, Mali,

Mauritanie, Niger et Sénégal) et 65 pour cent de tout le maïs. Mais Marcel Galiba émet une mise en garde : «Il faut, de toute urgence, gérer cette abondance pour éviter les périodes de famine. Il faut prendre les mesures qui s'imposent pour amortir la chute actuelle des prix des céréales.»



**La variété Espoir constitue un bon fourrage.**

### Rendements de SG 2000, saison des pluies 2003

Culture	No. de villages	No. de parcelles	PTPs*	Rendement (kg/ha) Parcelles témoins
Maïs	86	244	7 400	3 392
Riz	22	42	5 650	2 095
Niébé	75	160	2 240	805
Soja	10	20	1 300	705
<b>Total</b>	<b>193</b>	<b>466</b>		

\*parcelle test de production



**De petits ouvrages d'irrigation ont été construits à titre de démonstration dans le cadre du programme de récupération de l'eau.**

Preuve que l'Ethiopie est déterminée à s'attaquer aux problèmes chroniques de sécurité alimentaire, le gouvernement a lancé un processus de consultation pour renforcer ses liens avec ses partenaires du développement. Dans le but de trouver une solution durable à l'insécurité alimentaire chronique du pays, on a créé une Nouvelle coalition pour la sécurité alimentaire, et un groupe technique a établi un programme détaillé des contributions que devront fournir l'Ethiopie et les donateurs.

Dans le programme il est fait état que «l'ampleur de l'insécurité alimentaire devient alarmante. La proportion de la population qui est touchée les années de sécheresse atteint parfois 45 pour cent. Ce problème chronique est souvent exacerbé par des chocs inattendus, et, d'année en année, plus de cinq millions de personnes en moyenne sont inscrites chaque jour aux services de secours alimentaire, même les années où les conditions météorologiques et celles du marché semblent favorables.»

Selon Belay Ejigu, ministre de l'Agriculture par intérim, les contributions des donateurs au programme de 3 milliards de dollars sont encourageantes. Des fonds totalisant 695 millions de dollars ont été promis par la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial, la Grande-Bretagne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement éthiopien à l'issue d'une conférence internationale sur la sécurité alimentaire, qui a eu lieu en Ethiopie en décembre 2002.

«Nous appuyons sans réserve les objectifs du programme», indique Takele Gebre, coordonnateur de projet de SG 2000, mais, comme il le fait observer, «rien que pour maintenir la consommation de céréales vivrières aux niveaux actuels», il faudrait 340 000 t de plus par an, vu que la croissance démographique est de 1,8 million de personnes par an.

D'après les chiffres publiés par la Central Statistics Authority (CSA), bureau éthiopien de la statistique, la production de 2003/04 devrait être de quelque 11,7 millions de tonnes, soit 18 pour cent de plus qu'en 2001/02 et 59 pour cent de plus qu'en 2002/03. Cette augmentation s'explique par des conditions météorologiques propices, des pluies suffisantes jusqu'à présent et une forte augmentation des superficies mises en culture. Par contre, comme le souligne Takele Gebre, «l'Ethiopie doit repenser de toute urgence son approche du développement rural et agricole pour y inclure l'amélioration des rendements et des techniques de production; la réhabilitation de l'environnement, notamment la restauration de la fertilité des sols; la

mise en place d'un système efficace de commercialisation; et un ralentissement de la croissance démographique.»

Il est fermement convaincu qu'il faut augmenter l'utilisation d'engrais chimiques pour la faire passer des 300 000 t/an actuelles à 700 000 t/an. S'il est vrai qu'on a utilisé plus de semences améliorées en 2003 qu'en 2002, on a utilisé bien moins d'engrais en raison des problèmes d'approvisionnement.

SG 2000 continue de collaborer avec les services régionaux de l'agriculture dans les régions à fort potentiel agricole de l'Ethiopie en aidant les agriculteurs à maintenir leur production de cultures vivrières à un niveau élevé. Par ailleurs, il contribue activement à améliorer la production dans les régions souffrant d'un manque d'humidité en introduisant des technologies de récupération de l'eau (voir le numéro 19 de *Nourrir l'avenir*). Pour démontrer et promouvoir ces technologies, SG 2000 a parrainé 30 petits projets d'irrigation au goutte-à-goutte qui permettent d'irriguer jusqu'à 500 m<sup>2</sup> par ménage.

«La plupart des ouvrages de récupération de l'eau sont aujourd'hui en place, indique T. Gebre, et des agriculteurs ont déjà commencé à cultiver des légumes en utilisant l'irrigation au goutte-à-goutte.»

Pendant la campagne 2003, en collaboration avec les réseaux nationaux de recherche et de vulgarisation et les bureaux régionaux d'agriculture, SG 2000 a parrainé la mise en culture de 803 parcelles de démonstration sur des exploitations de 34 *woredas* (districts administratifs) de trois régions du pays : Oromiya, Amhara et Southern Region.

Les principales activités ont consisté à démontrer le travail de conservation avec le tef, le maïs et le blé; à relancer un très petit nombre d'EMTP (parcelles de formation à la gestion) d'un demi-hectare dans les régions où les participants au projet avaient cessé d'utiliser une partie de leur paquet technologique après la chute des prix des céréales départ culture (voir le tableau); à promouvoir le QPM (maïs riche en protéines); et à promouvoir la culture du riz et la vulgarisation des techniques de récupération de l'eau dans les régions manquant d'humidité. SG 2000 a également fait la promotion de technologies post-récolte et a lancé une étude sur l'effet des engrais sur la culture du blé dans la zone d'Arsi de la région d'Oromiya.

Accompagné du ministre de l'Agriculture par intérim, le vice-premier ministre Ato Adisu Legese a visité deux des cinq sites de démonstration de la récupération de l'eau sur des exploitations de la zone de Rift Valley, dans le centre du pays, où les agriculteurs participants ont commencé à utiliser une irrigation au goutte-à-goutte simple et bon marché pour la culture de légumes et d'arbres fruitiers. L'objectif est de répéter cette expérience dans d'autres régions où le gouvernement lance des programmes de vulgarisation dans le domaine de la récupération de l'eau.

Le président de SG 2000, Norman Borlaug, s'est rendu en Ethiopie l'an dernier à la fin août et s'est entretenu avec le premier ministre Meles Zenawi des moyens de renforcer la campagne nationale de vulgarisation agricole.

## Rendement des EMTP standard, 2002

Woreda	No. de parcelles	Culture	Rendement (t/ha) EMTP	NEIP*
Awassa	6	Maïs	6,8	4,7
Bedewatcho	5	Maïs	7,0	4,7
Kerssa	5	Maïs	7,2	5,5
Ada'a	5	Tef	1,6	1,4

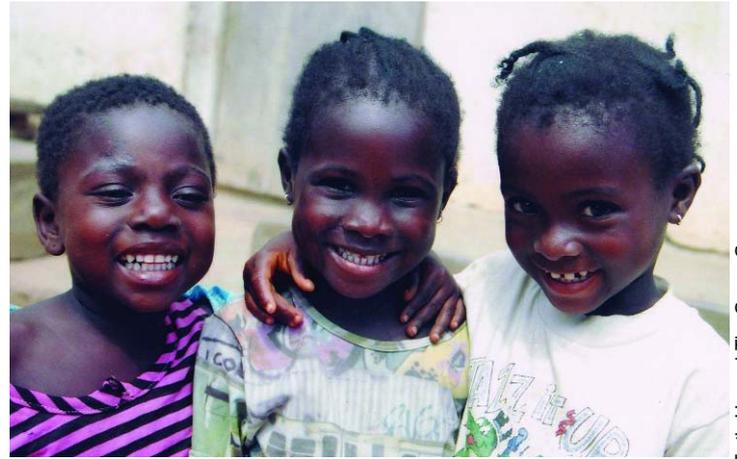
\*Programme national d'intervention en vulgarisation

Dans la deuxième moitié de 2003, les conditions météorologiques ont beaucoup varié dans les trois régions du Ghana où SG 2000 est actif (Ashanti, Central et Upper West), mais les pluies ont été suffisantes pour la culture dans les trois régions. Bien que les disponibilités alimentaires du pays aient été bonnes dans l'ensemble, le prix de divers aliments de base a varié entre les trois régions indiquées. Dans celle d'Ashanti, les prix se sont comparés favorablement avec les prix pratiqués dans les deux autres régions et dans d'autres parties du pays. Les approvisionnements en semences de maïs ont été suffisants dans les trois régions, mais on a encore manqué de semences d'arachide et de niébé dans la région Upper West. Les approvisionnements en engrais ont eux aussi été suffisants sauf dans la région Upper West, où le prix des intrants est aujourd'hui relativement élevé.

Ces derniers mois, SG 2000 Ghana s'est surtout attaché à renforcer les groupes d'agriculteurs, notamment des agriculteurs qui avaient anciennement mis en culture des parcelles de production (FPP), et à former des organisations axées sur les agriculteurs (FBO) à la fois autonomes et au diapason des affaires. C'est là un élément important du Programme d'investissement dans le secteur des services agricoles (AgSSIP) du gouvernement. C'est pourquoi la principale activité en 2003 a été le perfectionnement des compétences agroindustrielles de groupes d'agriculteurs. Entre avril

et juin 2003, 238 nouveaux agriculteurs (membres de 23 groupes d'agriculteurs) ont suivi trois modules de formation agroindustrielle (voir le tableau).

«On récolte déjà le fruit de ces activités», déclare Benedicta Appiah Asante, coordonnatrice de projet pour SG 2000. «Les agriculteurs sont de plus en plus attachés à leur groupe, et le taux de remboursement des prêts s'est amélioré. Les groupes eux-mêmes sont devenus plus structurés et ont leur propres statuts. Ils comprennent de mieux en mieux les principes relatifs à la conduite des affaires et les appliquent de



© Emily Howard, The Carter Center

plus en plus dans leur exploitation. Cette nouvelle importance accordée à l'agroindustrie a permis aux petits agriculteurs d'augmenter leurs bénéfices et devrait, à terme, les inciter davantage à adopter des technologies améliorées.»

En 2003, SG 2000 a organisé des démonstrations de technologie post-récolte pour les agriculteurs des trois régions. En tout, 192 agriculteurs de 11 districts ont assisté à des démonstrations de diverses pratiques de gestion post-récolte, notamment de l'emploi d'Actellic Super pour le traitement des céréales.

Dans la région Central, où de nombreux groupes d'agriculteurs ont des plantations de palmiers à huile, SG 2000 Ghana a collaboré avec le programme agroindustriel de SG 2000 (voir page 9) à la démonstration de techniques agroindustrielles permettant de valoriser la production agricole. Seize démonstrations ont été organisées pour les agriculteurs et d'autres membres de la communauté dans les districts d'Assin et de Twifo Praso. Des digesteurs d'huile de palme et des râpes à manioc ont été présentés aux communautés agricoles d'Assin Kwaata, de Dawumako, de Dominase, de Senchem, d'Aworoso et de Twifo Hemang. A Twifo Hemang et à Dawumako, les agriculteurs ont obtenu un prêt pour l'achat de machines de traitement des amandes de palmier.

Alors que le programme du Ghana touche à sa fin (certaines activités se poursuivront dans le cadre d'initiatives régionales), SG 2000 a collaboré avec d'autres ONG actives à l'échelle locale pour perpétuer davantage l'impact de ses travaux. Avec le concours de l'Agence de développement et de secours adventiste (ADSA), SG 2000 a formé 160 groupes d'agriculteurs de 40 communautés agricoles dans les techniques de culture sans labour, dans la promotion du travail d'équipe et la gestion et dans d'autres domaines. Partner for Humanity, une ONG qui cherche à aider les agriculteurs à commercialiser leurs produits, a acheté des silos à l'ancienne Food Distribution Corporation et compte aider les petits agriculteurs en leur achetant leurs céréales. La contribution de SG 2000 consiste à identifier les groupes d'agriculteurs qui pourraient tirer profit de ce programme.



© Emily Howard, The Carter Center

## Résumé régional de la formation agroindustrielle

Région	Nombre de districts	Nombre de groupes	Nombre d'agriculteurs
Ashanti	6	7	105
Central	4	7	33
Upper West	3	9	100
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>23</b>	<b>238</b>

En 2003, SG 2000 Guinée s'est concentré sur quatre grands secteurs d'activité : aider les agriculteurs à produire et distribuer des semences améliorées, aider les centres de recherche à mettre au point des techniques améliorées de gestion de la fertilité des sols, développer les ressources humaines grâce à la formation permanente et, enfin, forger et renforcer des partenariats avec des institutions nationales et internationales. Aux dires de Tareke Berhe, directeur de SG 2000 pour la Guinée, «ces activités visaient essentiellement à consolider tout ce que le programme a réalisé jusqu'à présent et à transférer la responsabilité des projets aux agriculteurs et institutions de Guinée.»

En ce qui concerne la production, SG 2000 a aidé des agriculteurs, groupes d'agriculteurs, collèges agricoles et centres de recherche à se procurer 183 tonnes d'engrais et 23 tonnes de semences améliorées. Le programme a poursuivi ses activités sur le terrain en se concentrant sur la promotion des variétés de riz NERICA, les nouvelles variétés de riz pour l'Afrique mises au point par l'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO). Il a notamment contribué à l'exportation de 12 tonnes de riz NERICA et une tonne de semences de

mais riche en protéines (QPM) à la Gambie, au Mali et à l'Ethiopie.

SG 2000 a collaboré avec le gouvernement japonais, par l'intermédiaire de son ambassade de Conakry, au lancement d'un projet pilote portant sur le développement d'une agroindustrie basée sur le riz NERICA. Le projet aborde un certain nombre de questions comme la problématique homme-femme (plus de 80 pour cent des participants sont des femmes) et la protection de l'environnement, et englobe plusieurs domaines dont la production de semences, la gestion de la fertilité des



**SG 2000 a parrainé la formation, au Ghana, de ces Guinéennes représentant un certain nombre d'organisations.**

sols et les technologies post-récolte. «En collaboration avec les organisations d'agriculteurs, le projet vise à augmenter sensiblement la productivité, parce qu'elle est actuellement faible dans la culture traditionnelle du riz de plateau», explique Tareke Berhe.

SG 2000 a également soutenu 15 expériences sur les dosages d'engrais (principalement pour le riz NERICA) et des études sur l'amendement du sol à l'aide de roches phosphatées provenant du Sénégal et du Mali. Les études ont été réalisées dans quatre centres de recherche et au Collège d'agriculture de l'Université de Faranah. On a pu montrer que les variétés NERICA profitaient d'un apport plus important d'engrais, de la même façon que les variétés de riz aquatique. Le programme a également financé des études d'assolement portant sur des céréales (riz et maïs) et des légumineuses (niébé, soja et mucuna). Les résultats de ces études confirment qu'on peut doubler les rendements de riz et de maïs en alternant ces cultures avec celle du niébé ou du soja. SG 2000 a parrainé

la formation de 63 Guinéens et Guinéennes dans trois domaines : semences de QPM, agroindustrie et fabrication d'outillage post-récolte. Cette formation a été dispensée en Guinée, ainsi que dans la sous-région (Ghana, Ethiopie et Ouganda).

A l'échelle nationale, SG 2000 continue de collaborer et de former de nouveaux partenariats avec le service de recherche et de vulgarisation du ministère de l'Agriculture, avec des écoles et collèges d'agriculture du ministère de l'Enseignement supérieur et avec le ministère de la Santé. Au nombre de ses autres collaborateurs, on compte également des organisations internationales comme la FAO, le PNUD, UNICEF, AFRICARE (ONG américaine), Hellen Keller International et l'Ambassade du Japon. A l'échelon sous-régional, SG 2000 Guinée a collaboré avec d'autres programmes de SG 2000, avec la SAA (dans le cadre du SAFE et de projets agroindustriels – voir pages 8 et 9), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et l'ADRAO.

## Un nouveau coordonnateur de projet pour la Guinée

Un nouveau coordonnateur de projet a été nommé par décret ministériel pour veiller au transfert ordonné et à la poursuite des activités de stimulation de la productivité dont SG 2000 a fait la promotion. El Hadj Mody Sidy Diallo a obtenu sa maîtrise en économie agricole à Ohio State University, aux Etats-Unis, et a acquis une grande expérience d'agronome au Service de la vulgarisation et du développement rural, où il dirigeait la Division de recherche-développement. Très à l'aise en français, en anglais et dans d'autres langues de la région, il a l'expérience de l'enseignement et a travaillé avec le Programme national de recherche. Par ailleurs, il a participé à de nombreux projets agricoles financés par la Banque mondiale et d'autres donateurs. M. Diallo collabore avec SG 2000 Guinée depuis sa création et a déjà travaillé pour le programme à titre de consultant.



**Des acheteurs de Gambie achètent des semences de riz NERICA en Guinée.**

## Activités sur le terrain, 2003

Culture	No de villages	No de d'agriculteurs	No of parcelles	Superficie (ha)	Rendement Moyen (t/ha)*
Riz de plateau (NERICA)	536	3 590	2 457	521	2,7
Riz aquatique	1 024	6 327	4 854	528	3,3
Maïs (QPM)	600	2 577	2 213	411	3,6
Niébé	186	757	657	13	1,3
Soja	18	22	5	10	1,8
Pommes de terre et fonio				462	n/d
<b>Total</b>	<b>2 364</b>	<b>13 273</b>	<b>10 186</b>	<b>1 945</b>	

\* Les moyennes nationales sont de 0,8 à 1,2 t/ha pour le riz et le maïs et de 0,5 t/ha environ pour le niébé.

La dévaluation du kwacha a entraîné de grands problèmes pour les agriculteurs du Malawi en 2003. A titre d'exemple, le prix des engrais d'urée et des engrais composés a augmenté (pour passer, dans le cas de l'urée, de 1 200 kwachas en 2002 à 1 700 kwachas un an plus tard). De même, alors que les agriculteurs recevaient plus de 13 kwachas le kilo pour leur maïs en 2002, ils n'ont obtenu qu'entre 4 et 13 kwachas en 2003.



**Lors de la dernière campagne, les technologies de culture du maïs ont été démontrées à 4 451 agriculteurs.**

«L'instabilité des marchés et des prix continuera à aggraver la pénurie de maïs au Malawi», prédit José Antonio Valencia, directeur de SG 2000 pour le Malawi. «Nombreux sont les agriculteurs qui ont stocké leur récolte dans des entrepôts locaux dans l'espoir d'obtenir de meilleurs prix plus tard, mais ont vu les prix chuter encore davantage quand les donateurs se sont mis à distribuer leurs propres réserves de maïs. En fin de compte, les perdants sont les agriculteurs, qui, en conséquence, sont souvent peu enclins à investir dans les intrants nécessaires pour la campagne 2003/04.»

Par ailleurs, le pays n'a pas entièrement profité de l'amélioration des conditions météorologiques de l'an dernier. La plupart des terres consacrées à la culture du maïs en 2002/03 ont reçu peu ou pas d'engrais. S'il est vrai que la production moyenne nationale a augmenté de 149 kg/ha, cette hausse est surtout due à un accroissement des superficies totales mises en culture. De 1,7 t/ha en 1998/99 et 1999/2000, la moyenne nationale est en fait passée à 1,2 t/ha en 2002/03. L'un des plus gros consommateurs de maïs au monde, le Malawi continue de devoir en importer.

En collaboration avec le ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de la Sécurité alimentaire, SG 2000 oeuvre aujourd'hui dans six des huit divisions de développement agricole (ADD), son principal objectif étant de promouvoir la diffusion de techniques agricoles améliorées aux petits agriculteurs. En 2002/03, le nombre de parcelles de formation à la gestion (MTP) plantées en maïs dans les quatre années qui ont suivi le lancement du projet atteignait 16 523.

L'un des principaux éléments du projet est la promotion de technologies améliorées auprès des petits agriculteurs par l'intermédiaire des écoles agricoles de terrain (FFS), en étroite collaboration avec les auxiliaires et moniteurs des ADD sur le terrain. C'est l'occasion idéale d'expliquer le paquet technologique, l'importance de la préparation du sol et du travail de conservation, les dates d'ensemencement dans les diverses régions et les recommandations faites par l'Institut national de recherche agricole (NRIA) du Malawi à propos du maïs, et d'en discuter. La formation porte également sur les techniques de production du soja, du pois cajan, du riz et du blé dans le cadre de la promotion de la diversification des cultures.

**Tableau 1. Rendement moyen des MTP plantées en maïs, 02/03**

ADD	Superficie (ha)	No. de d'agriculteurs	Production totale du PDR* (kg)	Fourchette par PDR (t/ha)	Rendement par PDR (kg/ha)
Blantyre	92,80	928	626 113	4,5 – 9,0	6 747
Machinga	82,8	828	420 496	8,5 – 8,6	5 078
Lilongwe	100,5	1 005	508 562	8,5 – 8,6	5 060
Salima	43	430	213 995	2,4 – 7,4	4 977
Kasungu	0	0	0	0	0
Mzuzu	126,4	1 260	845 641	4 – 5,5	6 690
<b>Total/Moyenne</b>		<b>4 451</b>	<b>2 614 808</b>		<b>5 874</b>

\*Programme de développement rural

Comme le précise J.A. Valencia, «au début de 2003, on a organisé une série de journées champêtres un peu partout dans le pays, ainsi que la supervision à l'école agricole de terrain, où les moniteurs, les agents sur le terrain et les agriculteurs ont pu comparer les pratiques traditionnelles de culture du maïs à la technologie de travail de conservation. Les moniteurs ont encouragé les agriculteurs à participer aux discussions pour proposer des solutions au problème des intrants.»

En 2002/03, 4 451 agriculteurs ont participé aux démonstrations de la culture du maïs. On a obtenu des rendements variant de 4,5 à 8,6 t/ha dans l'ensemble du pays. La moyenne obtenue dans les ADD s'est située entre 4,9 et 5,8 t/ha (voir le Tableau 1).

On a planté du QPM (maïs riche en protéines) sur 1 307 autres parcelles, où le rendement a varié de 4,1 à 5,8 t/ha (le rendement moyen pour toutes les démonstrations a été de 4,7 t/ha). La variété de QPM à pollinisation libre Sussuma en provenance du Mozambique a été cultivée sur quatre hectares d'un champ d'agriculteur dans l'ADD de Salima. Après

calibrage et traitement, on disposera en 2003/04 de 7,9 t de semences pour l'école agricole de terrain spécialisée dans le QPM.

Le rendement de 21 parcelles de soja a varié entre 3,1 t/ha et 160 kg/ha. Dans le cadre du programme post-récolte, on a produit 25 entrepôts à céréales et cribes, ainsi que 15 petites égreneuses à maïs et 10 machines à traiter les cossettes de manioc, et on a signé un accord pour la fabrication d'une machine à faire des briquettes d'engrais.

Les agriculteurs du Malawi sont de plus en plus conquis par l'agriculture écologique, qui met l'accent sur la fertilité des sols et la conservation de l'eau. Quelque 150 MTP ont été mises en culture et ont donné des rendements moyens variant entre 3,8 et 8,5 t/ha.

Le taux de recouvrement des prêts consentis pour les MTP mises en culture en 2002/03 a atteint 90 pour cent, ce qui, aux dires de J.A. Valencia, est «un excellent résultat quand on considère les contraintes auxquelles ont été soumis les agriculteurs.» (Voir le Tableau 2).

**Tableau 2. Taux de recouvrement des prêts des ADD, 02/03**

ADD	Nombre d'agriculteurs	Total des prêts aux agriculteurs en kwachas (MK)*	Total des montants recouverts	Taux de recouvrement par ADD
Blantyre	1 088	868 865,00	829 815,44	95,51
Machinga	968	776 485,00	739 739,82	95,27
Lilongwe	1 076	897 060,00	861 956,00	96,09
Salima	789	680 611,68	492 236,56	72,32
Kasungu	266	227 076,84	154 602,48	68,08
Mzuzu	1 115	964 518,67	865 550,34	89,74
<b>Total</b>	<b>5 302</b>	<b>4 414 617,19</b>	<b>3 943 900,64</b>	<b>89,34</b>

\* 1 \$ US = 97 MK

L'Initiative Mil-Sorgho (IMS) est un projet d'envergure régionale, dont le but est de trouver des débouchés pour les céréales locales de la zone semi-aride d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Censé durer 39 mois, le projet englobe le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Sénégal. Il est cofinancé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le ministère français des Affaires étrangères et SG 2000, qui en est le maître d'oeuvre.

«La demande d'aliments de base augmente rapidement dans les villes de la région», explique Marcel Galiba, directeur de SG 2000 pour le Mali et directeur de l'IMS. «En aidant les secteurs locaux des céréales à répondre à cette demande, l'Initiative contribuera à la sécurité alimentaire de la région, à générer des revenus ruraux et à faciliter la transition vers des systèmes de production plus durables. C'est notamment en trouvant de nouveaux marchés pour ces céréales, traditionnellement destinées à l'autoconsommation, qu'on encouragera les agriculteurs à investir dans des technologies qui leur permettront d'augmenter leur productivité.»

A l'échelon régional, le projet est orienté par un comité directeur de dix membres : des représentants de trois grands donateurs, deux représentants d'entreprises agroindustrielles, un représentant du Centre de coopération internationale en recherche économique pour le développement (CIRAD), deux coordonnateurs du Réseau ouest et centre-africain de recherche sur le sorgho (ROCARS) et du Réseau ouest et centre-africain de recherche sur le mil (ROCAFREMI), le coordonnateur régional de

l'Initiative Mil-Sorgho, et le coordonnateur de PROCELOS (Promotion des céréales locales au Sahel), institution spécialisée affiliée au CILSS (Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel), qui s'attache à promouvoir les céréales locales et s'intéresse plus généralement à la commercialisation des produits.

Comme l'explique M. Galiba, «Au Mali, le projet sera mis en oeuvre en deux étapes : la première consistera à mobiliser les intervenants par l'intermédiaire de comités nationaux de concertation (CNC), qui organiseront des évaluations de l'état des lieux, des ateliers nationaux et des forums régionaux pour identifier les possibilités d'expansion des marchés. A la deuxième étape, des projets de développement seront mis en oeuvre par l'intermédiaire des CNC, et il y aura des études de marché, des mises à l'essai de nouvelles technologies, la formation des acteurs, un service d'information régional et un service de soutien scientifique et technique.»

En 2002/03, l'IMS a notamment fait l'essai de nouveaux équipements destinés à améliorer le rendement des entreprises agroalimentaires : une batteuse multi-grains, une nouvelle génération d'épierreuse et un broyeur Alpine. Le programme a produit un répertoire de 1 441 entreprises de transformation, qui peut être obtenu sur son site web : [www.milsorgho.info](http://www.milsorgho.info). Pour échanger des expériences en techniques de transformation, en technologies et en conditionnement, un membre du CNC du Mali s'est rendu en Afrique du Sud du 3 au 10 juin 2003. D'autres visites du même genre sont prévues à l'échelon sous-régional, par exemple au Ghana et au Nigéria.

On a choisi trois produits alimentaires du Mali pour un projet d'amélioration des méthodes traditionnelles de transformation : le couscous de sorgho enrichi, la farine de sorgho prête-à-



**Démonstration des pratiques optimales et des précautions d'hygiène dans la préparation du couscous**

cuire et la farine de petit mil utilisée pour la préparation du monikuru (une sorte de gruau). Cinq entreprises agro-alimentaires, ITRAC, la Sahélienne de l'Alimentation, COGETRAM, UCODAL et la Maraîchère, identifient les contraintes de la préparation de ces produits.

Le Comité directeur a choisi la gestion et le contrôle de la qualité des produits transformés comme domaines prioritaires pour la formation des acteurs. Du 24 au 26 juin 2003, 22 cadres d'entreprise de transformation et directeurs de la production ont reçu une formation portant sur les bonnes pratiques d'hygiène et de fabrication à l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM), à Bamako, et 18 autres ont suivi une formation en gestion du 2 au 4 juillet. L'IMS vise également à créer des liens de fidélité entre producteurs et transformateurs dans le but d'augmenter les disponibilités de

produits de qualité. L'UCODAL et 32 agriculteurs du village de Kondogola dans la région de Ségou ont participé à un projet de l'IMS en 2002. Les deux parties ont conclu un contrat portant sur la fourniture de 8,8 tonnes de petit mil, produites sur 4,25 ha, pour un prix d'achat de 175 francs CFA le kg. SG 2000 a organisé un atelier à l'intention des intervenants maliens le 28 avril 2003, à Ougadougou, au Burkina Faso, pour examiner ce projet.

«On espère pouvoir transférer aux intéressés eux-mêmes les activités de l'IMS», indique M. Galiba. C'est à cette fin que le CNC a invité tous les acteurs du pays à une rencontre nationale le 16 novembre 2002 pour leur expliquer le plan d'action du projet. Le 19 août 2003, un atelier a également procédé à une évaluation interne à mi-parcours des réalisations du projet au Mali.

## Rendement moyen des parcelles d'essai de production (PTP), 2003

Culture	No. de villages	No. de parcelles	PTP (kg/ha)	Parcelle témoin (kg/ha)
Maïs (QPM)	28	32	2 898	1 216
Maïs (QPM) avec semis direct	7	26	3 185	1 085
Sorgho	5	11	1 379	681
Mil	5	12	1 482	783
Arachides	4	7	1 750	1 125
Riz (NERICA)	44	143	1 219	835



**Un broyeur Alpine, l'une des nouvelles machines testées par l'IMS**

Les pluies abondantes dans les régions septentrionales d'Inhambane et de Gaza en octobre 2003 ont permis aux agriculteurs de commencer à semer, mais, comme l'indique Carlos Zandamela, coordonnateur du projet de SG 2000 au Mozambique, «le reste du pays n'a pas eu de pluie et les évaluations préliminaires présagent une année relativement sèche. En conséquence, la saison de croissance est médiocre dans la plupart des districts du sud et du centre du Mozambique, qui devraient souffrir d'insécurité alimentaire dans les douze prochains mois.»

Conscient que l'agriculture est le principal moteur de la croissance économique, le gouvernement a augmenté son budget de développement agricole de trois à six pour cent depuis 1999. «En démontrant que les techniques scientifiques de production végétale permettaient de tripler les rendements, SG 2000 a prouvé que les petits agriculteurs ont tout à gagner de l'adoption de technologies modernes, précise C. Zandamela. Le gouvernement a adopté l'agriculture scientifique comme élément essentiel du développement agricole.»

Le pivot de la politique agricole du Mozambique est le Programme national de développement agricole (PROAGRI), qui planifie, coordonne et finance la recherche, la vulgarisation et les investissements pour un développement agricole axé sur les marchés. PROAGRI est le fruit d'un processus participatif auquel ont collaboré les donateurs et les organismes publics.

Dans sa première phase (1998-2004), PROAGRI s'est surtout attaché à renforcer les capacités des ressources humaines et à réformer les institutions



**Journée champêtre consacrée au manioc à la station de recherches d'Umbeluzi (INIA)**

au sein du ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADER). En décembre 2003, des représentants du gouvernement (ministres et gouverneurs de province) et d'organismes donateurs comme la Banque mondiale, le FIDA, USAID, DANIDA et la Banque africaine de



**Parcelle de démonstration du riz à Matutuine, dans la province de Maputo**

développement (BAD) se sont réunis pour évaluer le processus.

Ayant jugé satisfaisante la première phase de PROAGRI, les partenaires ont alors examiné les politiques et stratégies pour PROAGRI II (2005-09). Il est prévu de concentrer les efforts sur le développement de l'infrastructure, par exemple des ouvrages d'irrigation de petite ou moyenne taille, sur des projets agroindustriels pour les petits et moyens agriculteurs, et sur les crédits pour l'achat d'intrants et la commercialisation. Un élément clé de PROAGRI II, qui ne faisait pas partie de la première phase, est le financement rural. Le FIDA et la BAD se sont déjà engagés à financer à hauteur de 290 millions de dollars pendant la durée de la deuxième phase.

Le riz joue un rôle important dans l'alimentation des populations rurales et urbaines du Mozambique, qui doit importer les deux tiers des 300 000 tonnes dont il a besoin chaque année. «En plus des importations commerciales, cela comprend 60 à 80 millions de dollars en aide alimentaire, représentant 60 à 70 pour cent de toutes les importations alimentaires annuelles», explique C. Zandamela. Pour s'attaquer à ce problème, le gouvernement a lancé un programme d'autosuffisance en riz et de promotion des exportations de riz.

Dans le cadre de cette initiative, on a créé, en août 2003, un Groupe consultatif sur le riz (CGR) regroupant des producteurs de riz et des représentants de minoteries, de négociants (exportateurs, importateurs et distributeurs), de fournisseurs d'intrants, de fournisseurs de services, des pouvoirs publics et des ONG. Carlos Zandamela, qui a plus de 20

ans d'expérience dans la recherche sur le riz et le transfert de technologie, a été nommé au secrétariat exécutif du CGR. «Le CGR s'attachera avant tout à réduire les coûts de production et à créer un secteur national plus compétitif», indique C. Zandamela. «On mettra plus particulièrement l'accent sur l'accès aux intrants et à l'équipement, sur l'octroi de crédits pour l'achat d'intrants, sur l'assistance technique, sur les organisations d'agriculteurs et sur l'établissement de liens avec les marchés nationaux et régionaux.»

Cette année, SG 2000 mettra en culture des parcelles de démonstration à travail minimal du sol, principalement avec du QPM (maïs riche en protéines) Sussuma et les variétés de riz ITA 312. Rafael Massinga, chercheur recruté récemment par un collaborateur de SG 2000, l'Instituto Nacional de Investigación Agropecuaria (INIA), travaille aujourd'hui à temps plein dans la recherche sur le travail du sol de conservation.

L'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) a, par ailleurs, chargé l'un de ses chercheurs, Sicco Kolijn, de travailler à temps plein sur la conception d'équipement agroindustriel et sur la commercialisation de produits transformés. Il coordonnera ses efforts avec le Réseau de recherche sur les cultures racine d'Afrique australe (SARRNET), l'INIA, la Direction générale de la vulgarisation rurale (DNER) et des fabricants locaux. Ses efforts devraient plus particulièrement contribuer à écouler les produits transformés sur les marchés officiels.

## Rendement moyen des parcelles de démonstration, 2002/03

Culture	No. de parcelles	Superficie (ha)	Parcelles de démonstration (0.1 - 1.0 ha)	Parcelles
			(kg/ha)	(kg/ha)
Maïs	2 571	473,5	4,0	0,8
Riz	604	208,7	3,0	1,0
Niébé	113	17,3	1,2	0,5
Coton	260	24,9	1,3	0,4
Sorgho	3	0,3	1,5	0,3
Arachides	101	10,1	1,0	0,4
Sésame	15	3,8	0,8	n/d
<b>Total</b>	<b>3 667</b>	<b>738,6</b>		

À l'arrivée de la saison des pluies, en 2003, les agriculteurs étaient loin d'avoir assez d'engrais. Cette pénurie, due à une mauvaise planification de la part des autorités fédérales et d'Etat, avait été aggravée par la politique de «boycottage des importations» poursuivie par les entreprises d'engrais privées, qui cherchaient à récupérer l'argent que leur devaient les gouvernements d'Etat après avoir distribué ou vendu tous leurs stocks à des prix subventionnés pendant les campagnes électorales. L'Etat de Bauchi a été le seul à s'être procuré les engrais dont il avait besoin avant le début de la saison. Ayant prédit cette pénurie, SG 2000 avait averti ses agriculteurs, et ceux-ci avaient acheté assez d'engrais à temps pour la saison des pluies.



**Le gouverneur Ahmadu Adamu Mu'azu (à gauche) remet une moto à un vulgarisateur pour le récompenser de s'être distingué dans la supervision sur le terrain.**

«Comme si cela ne suffisait pas», déclare Ahmed Falaki, coordonnateur de projet de SG 2000, «la saison a commencé avec les plus fortes pluies qu'on ait connues depuis plus de trente ans. Dans plusieurs régions, les pluies d'orage ont causé des inondations, qui ont dévasté des centaines de milliers d'hectares, détruit des habitations et noyé le bétail.»

«En revanche, ajoute A. Falaki, l'évaluation externe de SG 2000 Nigéria, qui a eu lieu en août 2002 (voir les numéros 18 et 19), semble avoir ranimé l'intérêt dans le projet. On nous aide de plus en plus à renforcer et étendre nos activités et à jeter les bases de quelque chose de durable.»

Un parfait exemple est celui de l'Etat de Bauchi, où quelque 10 000 vulgarisateurs de terrain et agriculteurs ont suivi une formation et reçu un prêt pour l'achat d'intrants pendant la campagne 2003. Le gouverneur, Ahmadu Adamu Mu'azu, a fourni trois véhicules Nissan et 80

motos pour faciliter la supervision des parcelles de formation à la gestion (MTP) aux quatre coins de l'Etat. Il a également remis des récompenses en espèces et en engrais aux agriculteurs qui avaient eu les meilleures parcelles de travail de conservation et les meilleures MTP, et des motos aux trois vulgarisateurs qui s'étaient le plus distingués dans la supervision sur le terrain. Le gouverneur compte parrainer 20 000 autres MTP pendant la saison des pluies de 2004. Après avoir mis les choses en train, les Etats de Kano, Zamfara et Gombe ont invité des représentants de SG 2000 à discuter du soutien et de l'expansion du projet sur leur territoire à l'intention des petits agriculteurs démunis de ressources.

Le nombre de MTP ensemencées en blé pendant la saison sèche 2002/03 a baissé de 12 pour cent par rapport à l'année précédente en raison du désintéressement des marchés et des cours déprimés. Malgré des conditions météorologiques défavorables, plus de 600 producteurs

## MTP de blé, saison sèche 2002/03

Etat	No. de d'agriculteurs	Superficie (ha)	Fourchette de rendement (t/ha)	Rendement moyen (t/ha)
Bauchi	25	8,50	2 700-3 410	2,9
Jigawa	435	108,75	3 210-5 410	4,2
Kano	121	34,75	2 770-5 620	4,3
Katsina	18	6,75	3 190	3,2
Kaduna (Lere Zone)	4	1,00	3 840	3,8
<b>Total</b>	<b>603</b>	<b>159,06</b>	<b>-</b>	<b>3,7</b>

de blé ont obtenu un rendement moyen de 3,7 t/ha, soit moins que la saison précédente (4,1 t/ha), mais quand même plus que la moyenne nationale de 2,1t/ha (voir le tableau). La moyenne des revenus nets des agriculteurs a oscillé entre 431 et 634 \$/ha, contre 253 \$/ha dans le cas de la culture traditionnelle du blé.

Pour rehausser les bénéfices des agriculteurs, SG 2000 a aussi introduit d'autres cultures : niébé, maïs (vert), tomates, poivrons, oignons et légumes-feuille. «Les agriculteurs ont particulièrement bien accueilli les MTP de maïs vert et de légumes, qui leur ont procuré de bons revenus», indique A. Falaki.

SG 2000 compte optimiser le transfert de technologies aux agriculteurs en se concentrant sur la promotion du travail de conservation, du maïs riche en protéines (QPM), du riz NERICA (nouvelles variétés de riz pour l'Afrique mises au point par l'ADRAO), des techniques post-récolte et agroindustrielles, et de la commercialisation.

«SG 2000 a renforcé son partenariat avec tous les intervenants en vue

d'améliorer la productivité des petits agriculteurs», signale A. Falaki. «En plus d'étendre sa collaboration avec Monsanto/Candel en matière de travail de conservation dans les Etats de Bauchi et Kaduna, collaboration qui s'est avérée très efficace, SG 2000 collaborera avec USAID pendant la campagne à venir, et se concentrera sur le travail de conservation en riziculture dans le Territoire de la capitale fédérale et dans les Etats de Bauchi et de Niger.»

SG 2000 collabore également avec l'Université Ahmadu Bello à propos du QPM et dans le cadre du SAFE (voir à la page 8); avec l'IITA en ce qui concerne la gestion de la fertilité des sols et les technologies post-récolte; avec le Centre international de développement des engrais pour la mise en place de réseaux efficaces et durables de commercialisation des engrais; avec Abdulson pour l'achat de sésame à des agriculteurs de SG 2000 et son exportation; et avec le Raw Materials Research and Development Council (RMRDC) dans le domaine de la production de sésame et de soja pour l'industrie locale et pour l'exportation.



**SG 2000 a renforcé son partenariat avec les intervenants en vue d'améliorer la productivité des petits agriculteurs.**

Le Projet participatif de développement agricole et de responsabilisation (PADEP) a été déclaré opérationnel le 28 août 2003. Géré par le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, ce projet de cinq ans est financé par un fonds de crédit de la Banque mondiale. «Le PADEP servira à financer une grande diversité d'activités agricoles sous la forme de sous-projets d'investissement», indique Jiro Aikawa, représentant de SG 2000 en Tanzanie. L'objectif est d'améliorer la production alimentaire et la génération de revenus sans porter atteinte à l'environnement. SG 2000 aide le MAFS à recenser les nouvelles technologies qui permettent d'améliorer la productivité et de préserver les ressources.»

Le PADEP sera mis en oeuvre dans 26 districts de la partie continentale de la Tanzanie et sur les îles de Zanzibar (Unguja et Pemba), qui équivalent à deux districts de la zone continentale. Le projet, qui procédera par étapes, espère venir en aide à quelque 500 000 petits agriculteurs dans quelque 840 villages. Dans chaque village il y aura au moins un sous-projet d'investissement communautaire (c'est-à-dire à l'échelle du village) et au moins quatre sous-projets d'investissement à l'échelle des groupes d'agriculteurs (de 10 à 40 ménages d'un même village).

Les sous-projets seront définis, préparés, mis en oeuvre, supervisés et évalués par les bénéficiaires eux-mêmes dans le cadre d'une approche participative, avec le soutien de l'arrondissement/village, du district et

des instances nationales. On estime que le projet, avec les contributions des bénéficiaires, coûtera un total de 70 millions de dollars environ.

Pendant la campagne 2002/03, SG 2000 a continué à démontrer les technologies de rétablissement de la fertilité des sols et à présenter des démonstrations du maïs riche en protéines (QPM) dans des communautés agricoles des districts où le PADEP sera mis en place. En plus de deux ateliers sur le QPM, SG 2000 a organisé à intervalles réguliers des journées champêtres pour démontrer les technologies aux agriculteurs, chercheurs et autres intervenants concernés par le développement agricole. Aux dires de J. Aikawa, «ces démonstrations ont été très bien accueillies par les agriculteurs.»



**Wayne Haag, coordonnateur de la SAA pour le QPM en Afrique, aide à diffuser le QPM en Tanzanie. Il se trouve ici avec un producteur de QPM de Mshewe dans la région de Mbeya.**

Pendant la mise en oeuvre du PADEP, SG 2000 continuera à collaborer avec le MAFS à promouvoir auprès des communautés agricoles les technologies qui permettent de préserver les ressources et de produire des revenus. Des animateurs aideront les agriculteurs à adopter une variété de technologies : QPM, rétablissement/entretien de la fertilité des sols, récupération de l'eau, etc.

### Rendement du QPM Lishe H1 dans les zones rurales de Mbeya, 2003

Village	Rendement (kg/ha)
Izyra	2 150
Iwala	2 778
Songwe	3 000
Mshewe	3 550

## Promotion du QPM



**Yuya Iizuka et H. Gowell interviewent Madame A Mariki, agricultrice et enseignante.**

Le Centre national de l'alimentation et de la nutrition (NFNC) de Tanzanie et SG 2000 produisent une vidéo promotionnelle sur le QPM. Elle est filmée par H. Gowell et Yuya Iizuka, cameramen du NFNC.

M. Iizuka est un coopérant japonais affecté au NFNC à titre de technicien de l'audiovisuel. Plus de 50 séquences ont été filmées pour la vidéo, y compris des interviews avec des agriculteurs, des chercheurs et des représentants du gouvernement à l'occasion de visites sur le terrain, de journées champêtres et d'ateliers.

Dans une interview, Madame Eshimedhi A Lema, une agricultrice qui a essayé le QPM dans l'alimentation de ses porcs, a déclaré : «L'effet du QPM sur la croissance des porcs par rapport au maïs ordinaire est incroyable. Grâce au QPM, l'élevage pourra nous rapporter plus.»

La vidéo devrait être terminée d'ici la fin de février 2004. SG 2000 et le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire espèrent s'en servir pour stimuler la demande de QPM. Pour faciliter sa diffusion, la vidéo sera en swahili, langue officielle de la Tanzanie, que comprend la majeure partie de la population.

La stratégie de développement agricole poursuivie par le gouvernement de l'Ouganda, avec l'aide de la communauté de donateurs, commence à porter ses fruits. Le Plan de modernisation de l'agriculture (PMA), qui englobe le Programme national des services de consultation agricole (NAADS) lancé en 2001, a contribué à mettre en place des arrangements institutionnels qui intègrent et soutiennent la production, les activités agroindustrielles et la commercialisation bien plus efficacement que ne le feraient des projets menés isolément.

La production globale de maïs de l'Ouganda a été encourageante en 2003 : plus de 550 000 t pour la première campagne et entre 250 000 et 300 000 t pour la deuxième, sans compter que la région de Kapchorwa dans l'Est du pays a récolté entre 40 000 et 50 000 t de plus à la fin de son long cycle cultural. La production nationale de haricots a été de quelque 100 000 t pour la première campagne. «Le QPM a connu une expansion rapide en Ouganda en 2003, et le total national des ventes de QPM a presque doublé», indique Abu Michael Foster, directeur de SG 2000 pour l'Ouganda (voir le graphique). Un groupe de travail plus officiel sur le QPM a été constitué et un coordonnateur régional de la promotion du QPM a été nommé (voir à la page 6). L'un des principaux obstacles à la diffusion du QPM a été l'absence de moyens permettant de vérifier la qualité des protéines des semences et grains de QPM. Le groupe de travail s'occupe maintenant de renforcer les capacités locales de contrôle du QPM, en examinant notamment les moyens dont disposent deux laboratoires des protéines :



Les rendements élevés de riz de plateau ont impressionné les agriculteurs.

L'Institut de recherche de l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) à Namalongo, et le Département de phytotechnie de l'Université Makerere.

Deux nouvelles variétés de riz de plateau (Superica 1 et Superica 2-P91) ont été lancées sur le marché en collaboration avec le semencier Nalweyo (NASECO) en 2002 et ont été multipliées en 2003 dans le cadre d'une campagne de production de semences agriculteur-agriculteur. SG 2000 a étendu la campagne à sept nouveaux districts en utilisant 10 t de semences récupérées par l'intermédiaire du réseau des centres multi-services (OSC) du district d'Iganga (voir à la page 1). Là où la production de semences s'est bien déroulée, c'est-à-dire dans les districts d'Iganga, de Bugiri, de Pallisa et de Tororo, les agriculteurs ont rapidement augmenté leur production. «Plus de 130 t de riz de plateau ont été produites et vendues en partenariat avec des semenciers commerciaux, indique A.M. Foster, et cela a aussi stimulé l'expansion de la culture du riz de plateau dans certains districts de l'Ouest et du Nord de l'Ouganda, à l'extérieur de la zone du projet.»

«Plusieurs facteurs ont encouragé les agriculteurs : les rendements élevés, une période de croissance plus courte et l'arôme désirable de ces variétés améliorées, sans compter les prix relativement stables et élevés, qui procurent de plus grands bénéfices que la culture du maïs. La culture du riz de plateau fait de plus en plus d'adeptes en Ouganda, et c'est SG 2000 qui est à l'origine de ce mouvement.»

Selon une étude récente, cinq pour cent seulement des terres cultivées en Ouganda sont plantées en semences améliorées, et l'apport de substances minérales nutritives totales est inférieur à 8 kg/ha. SG 2000 a continué à constituer d'importantes



Le maïs QPM contribuera à alléger les pénuries alimentaires dans les zones du district d'Adjumani qui abritent des réfugiés.

banques de semences de légumineuses pour encourager la culture de céréales et de légumineuses en rotation ou en cultures intercalaires sur une plus grande échelle. Le manque de semences de légumineuses et leur prix élevé continuent de limiter les superficies plantées en légumineuses, ce qui réduit les possibilités de rétablir la fertilité des sols.

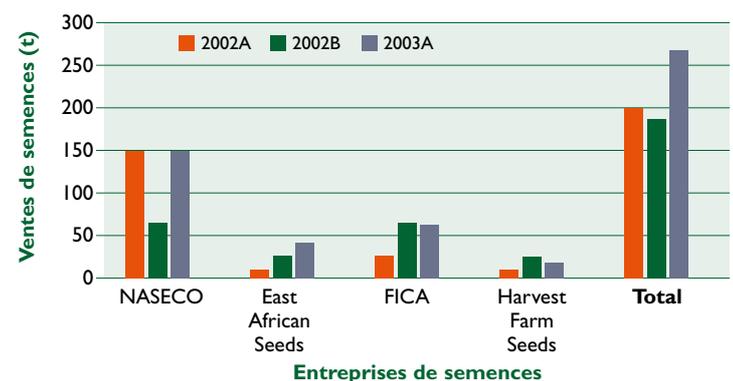
SG 2000 coordonne le pôle ougandais d'un consortium régional composé de l'ICRISAT, du NAADS, du Service de secours catholique, de Techoserve et d'autres réseaux d'ONG concernés par le développement rural, et dont le but est de promouvoir la culture du pois cajan. Selon les estimations, 677 ha ont été plantés en pois cajan à l'aide de semences fournies par SG 2000. Le bureau régional d'ICRISAT a fait la promotion de la culture intercalaire du pois cajan et du maïs, et a fourni les fonds pour l'achat, le nettoyage et l'emballage de plus de 4 tonnes de semences de pois cajan,

qui ont été vendues à des distributeurs, et un stock régulateur de 3 tonnes a été gardé en réserve au cas où la pureté variétale laisserait à désirer.

Un contrat pour ces travaux a été accordé à l'Association des entreprises agroalimentaires rurales (RAPTA) à Iganga. Plus de 2 000 affiches ont été distribuées aux agriculteurs dans les districts participant à la campagne. Les agriculteurs devraient récolter un total de 514 t, ce qui fournira assez de semences pour lancer une campagne de culture intercalaire du pois cajan et du maïs et en promouvoir la production auprès des producteurs spécialisés.

Par ailleurs, en collaboration avec l'ICRISAT, SG 2000 a obtenu des champs des chercheurs près de 2 tonnes de Serenut III (SR3), une variété recherchée d'arachide qui donne de bons rendements et tolère le virus de la rosette. Les semences ont été plantées en septembre dernier, dans le deuxième cycle cultural.

## Ventes de semences de QPM



# Publications et vidéos de SG2000

Pour obtenir des exemplaires, veuillez communiquer avec Raitt Orr & Associates Ltd à Londres.

## Publications



1. Rapport Annuel de la SAA 2002-2003
2. SAA Annual Report 2001/02
3. Proceedings of Workshop 2001: Food Security in a Changing Africa
4. Proceedings of Workshop 2000: Extension Education – Reshaping African Universities and Colleges for the 21st Century
5. Proceedings of Workshop 1999: The Food Chain in Sub-Saharan Africa
6. Proceedings of Workshop 1999: Innovative Extension Education in Africa
7. Proceedings of Workshop 1998: Partnerships for Rural Development in Sub-Saharan Africa
8. Voici SAA: un premier contact avec le travail de l'Association Sasakawa pour l'Afrique.

### Other publications available:

- SG 2000 in Nigeria – The First Seven Years (1999)
- The Earth and the Sky – the change and challenges in African agriculture (1998)
- Proceedings of Workshop 1998: Enhancing Postharvest Technology Generation and Dissemination in Africa
- Proceedings of Workshop 1998: Microfinance in Africa
- Proceedings of Workshop 1997: Agricultural Intensification in Sub-Saharan Africa

## Vidéos



1. Mettre le feu à la base—Norman Borlaug et la révolution verte en Afrique. 1999.
2. L'Ethiopie: Mon Espoir . . . Mon Avenir . . . —La 'révolution verte' en Ethiopie. 1998.
3. Briser le moule—La participation des universités africaines à l'effort de développement. 1997.
4. La Promesse du maïs protéique—un maïs à meilleure teneur nutritive pour s'attaquer à la malnutrition dans les pays dépendants du maïs. 1997
5. Faire Face à l'Avenir—Le programme SG 2000 pour le développement agricole en Afrique. 1996
6. Le Potentiel ne se mange pas—Briser le cycle de la pauvreté en Afrique. 1996

Toutes les vidéos sont disponibles en français, en anglais et en japonais. Les formats vidéo sont PAL, Secam et NTSC.

Publié pour SAA par Raitt Orr & Associates Ltd, London SW1 et réalisé par B-Creative.

Pour plus amples renseignements, veuillez contacter:

### Japon

Akira Iriyama, Vice-President  
Masaaki Miyamoto,  
Head of Finance & Administration,  
Michio Ito, Administrative Officer  
SAA, 4th Floor, The Nippon Foundation  
Building 1-2-2, Akasaka, Minato-ku  
Tokyo 107-0052  
Tel 81 3 6229 5460  
Fax 81 3 6229 5464  
E-mail miyamoto@spf.or.jp  
ito@spf.or.jp  
saa@spf.or.jp

### Mexique

Norman Borlaug, SAA President  
Chris Dowswell,  
SAA Director of Communications  
CIMMYT, Apdo. Postal 6-641  
Delegacion Cuauhtemoc  
CP 06600 Mexico DF  
Tel 52 55 5 804 2004  
Fax 52 55 5 804 7558/9  
E-mail cdowswell@cgiar.org

### Suisse

Jean Freymond, Director, CASIN  
7 bis, avenue de la Paix  
PO Box 1340, 1211 Genève 1  
Tel 41 22 730 8660  
Fax 41 22 730 8690  
E-mail freymond@casin.ch

### Grande-Bretagne

Patrick Orr, Information Consultant  
Raitt Orr & Associates Ltd  
Victoria Chambers  
16-18 Strutton Ground  
London SW1P 2HP  
Tel 44 (0)20 7222 5479  
Fax 44 (0)20 7222 5480  
E-mail patrick@raittorr.co.uk

### Etats-Unis

P. Craig Withers, Jr  
Director of Program Support  
Global 2000 of The Carter Center  
One Copenhill, 453 Freedom Parkway  
Atlanta, Georgia 30307  
Tel 1 404 420 3830  
Fax 1 404 874 5515  
E-mail cwithers@emory.edu

And in Africa:

### Burkina Faso

Marcel Galiba, Country Director  
Deola Naibakelao, SAFE Director,  
Sasakawa Global 2000  
Rue 8-29 Porte 98  
BP 01-6149, Ougadougou 01  
Tel/Fax 226 34 37 57  
E-mail m.galiba@cgnet.com  
N.Deola@cgnet.com

### Ethiopie

Marco Quinones,  
SAA Regional Director for Africa  
Takele Gebre, Project Co-ordinator  
Toshiro Mado, Programme Leader,  
Agroprocessing  
Sasakawa Global 2000  
c/o Ministry of Agriculture  
Agricultural Extension Department  
PO Box 12771, Addis Ababa  
Tel 251 1 52 85 09/10/13  
Fax 251 1 52 85 07  
E-mail sg2000@telecom.net.et  
m.quinones@cgnet.com  
tmado@pd5.so-net.ne.jp

### Ghana

Frederica Akuete  
SAA Office Manager  
Sasakawa Global 2000  
Private Mail Bag  
Kotoka International Airport, Accra  
Tel 233 21 660566  
Fax 233 21 660567  
E-mail sg2000gh@ghana.com

### Guinée

Tareke Berhe, Country Director  
Sasakawa Global 2000  
Rue KA 003 No 837 (BP 5348), Conakry  
Republic of Guinea, West Africa  
Tel 224 45 10 44  
Fax 224 45 10 45  
E-mail t.berhe@cgnet.com

### Malawi

José Antonio Valencia, Country Director  
Sasakawa Global 2000  
Development House,  
Ground Floor, City Centre  
PO Box 30721  
Capital City, Lilongwe 3  
Tel 265 771 182/364  
Fax 265 772 835  
E-mail saag2000@eomw.net  
j.a.valencia@cgnet.com

### Mali

Marcel Galiba, Country Director  
Sasakawa Global 2000  
Kanu-Magnambougou, Rue 6885  
BP E3541, Bamako  
Tel/Fax 223 220 5834  
E-mail m.galiba@cgnet.com  
sg2000@afribone.net.ml

### Mozambique

Wayne Haag  
Regional Co-ordinator QPM/Seed  
Carlos Zandamela, Project Co-ordinator  
Sasakawa Global 2000  
Parque Oasis Bloco-B  
Avenida Vladimir Lenine, 3071  
CP 4247, Maputo  
Tel 258 1 414493  
Fax 258 1 416182  
E-mail w.haag@cgnet.com  
sg2000cz@teledata.mz

### Nigéria

Ahmed Falaki, Project Co-ordinator  
Sasakawa Global 2000  
KNARDA Building, Hadija Road  
PO Box 5190 Kano  
Tel 234 64 645369  
Fax 234 64 649224  
E-mail sg2kano@ecnx.net  
amfalaks@yahoo.com

### Tanzanie

Jiro Aikawa, SG 2000 Representative  
Sasakawa Global 2000  
C/o PADEP  
Kilimo III, Temeke Veterinary  
PO Box 13798, Dar es Salaam  
Tel 255 22 286 1886/3231  
Fax 255 22 286 1936  
E-mail aikawajiro@hotmail.com  
korokoro@raha.com

### Ouganda

Abu-Michael Foster, Country Director  
Sasakawa Global 2000  
Plot 15A Clement Hill Road  
Ruth Towers, Nakasero  
PO Box 6987, Kampala  
Tel 256 41 345497/31 261180  
Fax 256 31 264180  
E-mail amfoster@cgnet.com  
sakfos2@starcom.co.ug  
sguganda@starcom.co.ug

Ou visitez le site Web de la SAA : [www.saa-tokyo.org](http://www.saa-tokyo.org)